

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 6 OCTOBRE 1978 - N° 763

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

CENTRES DE TRI

Les postiers en lutte pour les effectifs



Tunisie :
30
syndicalistes
risquent
la mort

*Le procureur de la Cour de sûreté
de l'Etat a requis mercredi la peine
de mort contre Habib Achour et 29
autres anciens dirigeants de l'UGTT
tenus pour responsables des émeu-
tes du 26 janvier.*

Lire en page 12



- Le CTA de Pontoise occupé
- Créteil en grève totale
- Mouvements à Bordeaux, Nice, Toulouse, Quimper...

Lire en pages 6 et 12

LIBAN

LES COMBATS MENACENT DE S'ÉTENDRE

Les combats étaient jusqu'alors circonscrits aux quartiers Est de Beyrouth, depuis lesquels les milices fascistes prises dans l'étau de la Force arabe de dissuasion tentent d'effectuer une percée. En bombardant le quartier ouest de la ville, secteur de la résistance palestinienne et des progressistes libanais, les phalangistes tentent sans y parvenir d'entraîner les forces palestino-progressistes dans les combats.

Pendant ce temps, les manœuvres de l'impérialisme vont bon train, après l'annonce du plan de Giscard qui vise à créer une «force d'interposition» ; les USA multiplient leurs démarches vers Israël et les pays arabes pour éviter une régionalisation du conflit qui viendrait compromettre gravement l'accord, déjà fragile, de Camp David. Sur le terrain, les Syriens s'appêtent à lancer une offensive sur Junieh, place forte des phalangistes.

Lire en page 12

Motion de censure : exercice de style

Echanges de bons mots, discours creux ou discours enflammés, la motion de censure déposée par le PS a donné lieu à une joute parlementaire des plus classiques. Finalement, comme on pouvait s'y attendre, cette motion de censure n'a recueilli que 199 voix, celles du PS, celles du PCF — à contre-cœur — et celles de trois non-inscrits, dont Robert Fabre. Dès aujourd'hui, le train-train des débats reprend.

Lire en page 4

Giscard au Brésil : voyage d'affaire

Dans les milieux d'affaires français, on attend beaucoup du voyage de Giscard au Brésil. Il y a en effet là-bas une place que l'impérialisme français voudrait prendre. Ayant pris quelques distances avec les USA, le Brésil développe un commerce important, avec la CEE et avec le Japon surtout. Au sein de la CEE, c'est l'Allemagne qui se taille la part du lion. Une situation que Giscard voudrait voir changer à son profit. Mais les conditions fixées par le Brésil s'annoncent sévères.

Lire en page 8

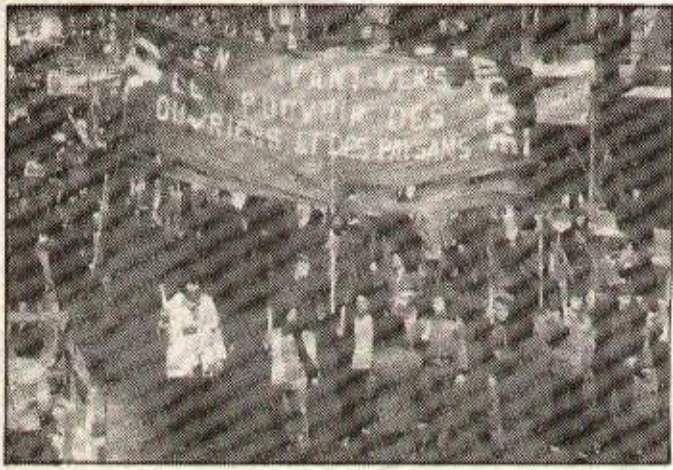
Lutte des lycéens : se forger les armes de demain

Lire en page 7

Des Chinois expulsés de Saïgon témoignent

Correspondance de Pékin

Lire en page 9



Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR m-l est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

Il faut combattre le réformisme social-démocrate

La situation actuelle de la social-démocratie nous a amenés, dans le cadre du congrès, à réfléchir sur sa nature et ses dangers propres.

Bien que la lutte contre le PS ne soit pas principale (celle contre le révisionnisme moderne reste principale), il nous a semblé que la vieille social-démocratie nous montre tous les jours un visage neuf, pour la récupération des contradictions de la société capitaliste qu'elle veut tout juste réformer. Cela nous amène donc à proposer un texte qui pourrait se mettre après le chapitre : «Luttons contre le révisionnisme moderne» et s'intituler «Luttons contre la social-démocratie».

LUTTONS CONTRE LA SOCIAL- DÉMOCRATIE

Née de l'opportunisme de la deuxième Internationale, la social-démocratie se lie et se confond peu à peu avec la bourgeoisie traditionnelle. Son influence dans la classe ouvrière et les autres couches de la population est de plus en

plus discréditée (jusqu'en 1969, G. Defferre : 5 % aux élections présidentielles).

Mais dans les conditions spécifiques de la social-démocratie de la France d'aujourd'hui :

- Elle n'est plus au pouvoir depuis 20 ans.
- Son alliance avec le PCF lui donne un cachet de gauche.
- Sa position sur l'Europe lui donne un certain aspect de lutte contre les superpuissances.
- Ses déclarations, pourtant sans solution, sur certaines contradictions de la société capitaliste (écologie, femmes).

Toutes ces conditions réunies lui donnent du poids dans les couches charnières de la société actuelle. Des employés, paysans pauvres, et moyens pauvres, certains petits bourgeois intellectuels, qui rejettent la droite actuellement au pouvoir et les révisionnistes, ont tendance à se tourner vers cette bourgeoisie réformatrice.

Bien que le réformisme

ne soit pas influent dans la classe ouvrière, sa capacité de récupération de certains mouvements (autogestion, écologie, femmes, immigrés) amène dans les couches non prolétariennes qui se posent de sérieuses questions :

1. Sur la nature du projet du PCF,

Tu as raison de le souligner : la capacité de récupération d'un certain nombre de mouvements par la social-démocratie, ne saurait être tenue pour négligeable. Cela dit, des éléments jouent aussi, contrairement, en sa défaveur.

Sa base sociale : Bien qu'il ait pu connaître un certain développement dans les couches que tu cites — et même dans la classe ouvrière — il est certain aussi que son image de marque reste sensiblement celle d'un parti qui recrute largement — notamment ses dirigeants — parmi des capitalistes «modernistes», des cadres supérieurs, des technocrates ou hauts fonctionnaires.

Son projet propre qui ressemble sur bien des

2. Sur des contradictions certes importantes de la société capitaliste, mais pas sur la contradiction fondamentale et principale en France, bourgeoisie-prolétariat, à subir de plus en plus l'influence de cette forme de réformisme.

Bien que la lutte contre

points à celui de l'actuelle majorité : à ce propos, je ne suis pas persuadé, en ce qui concerne sa politique vis-à-vis des deux superpuissances, qu'il présente des gages de fermeté bien plus sérieux que ceux que ne donne pas le gouvernement en place. Qu'est-il advenu de ce point de vue, des vieilles attaches de la SFIO avec l'impérialisme américain ?

Ses contradictions : Comme tout parti charnière, il est le cadre d'incessants tiraillements qui minent d'une façon indiscutable sa cohésion.

A supposer dans ces conditions que l'expérience en soit faite dans le cadre d'une coalition avec Giscard, il est tout à fait probable donc

le PS ne soit pas fondamentalement différente de la lutte contre la bourgeoisie en place.

Le PCR se fixe comme tâche d'expliquer la duperie de ce parti «attrape-tout mais ne change rien», qui est un frein objectif à la révolution en France.

que son capital de confiance fondrait assez rapidement et que le consensus dont il se fait le champion ne pourrait être très durable. C'est sans doute la raison pour laquelle il sait qu'une telle perspective n'est de son point de vue, ni envisageable, ni souhaitable dans un avenir très proche.

En fait, entre la coalition de gauche qui pour l'instant ne se reconstruit pas sur les bases d'un programme, parce qu'il n'en veut pas de trop contraignant, et l'alliance avec la droite dont il ne veut pas encore parce qu'il y constituerait une force dominée, le PS ne peut d'emblée faire ouvertement un choix. Il en est réduit à mettre l'accent sur son développement propre, à spéculer sur

Pour faire la révolution, il faut unir toutes les couches du peuple. Pour unir les couches du peuple, il faut combattre le réformisme social-démocrate.

L.L.
Cellule de MELUN

l'usure des partis au pouvoir dans la perspective des futures présidentielles : une victoire en 81 le mettrait à coup sûr dans une position plus favorable pour opérer à terme le regroupement de 3^e force qu'il souhaite depuis longtemps. C'est dans ce cadre évidemment qu'il faut resituer l'opération Rocard.

Les projets à moyen terme de ce parti, les manœuvres peu ragoutantes qui s'y déroulent : autant de données qui, dans la période qui vient, ne profiteront pas forcément, aux yeux des travailleurs à la social-démocratie.

Jacques WANDLER

Les illusions mensongères du Programme commun

CAMARADES,

Dans notre projet de Programme pour le III^e congrès de notre Parti, au chapitre «Luttons contre le révisionnisme moderne» et dans le paragraphe consacré aux «rivalités des partis de gauche», nous écrivons :

«Bien qu'ils soient fortement divisés, PCF et PS pourront être amenés à conclure de nouvelles alliances électoralistes, mais il est tout à fait improbable que celles-ci présentent le caractère de l'accord réalisé en 72. Aujourd'hui, les travailleurs savent à quoi s'en tenir sur l'illusion

mensongère du Programme commun».

Ces deux affirmations appellent à mon avis deux modifications d'importance inégale d'ailleurs. Par ordre d'importance, il me semble que nous devrions préciser en quelques mots, pour quoi à notre sens, PCF et PS seront très probablement amenés à renouer ces nouvelles alliances électoralistes. Aucun d'entre eux, en effet, même le PS jusqu'à nouvel ordre, ne peut à lui tout seul réunir la majorité des suffrages. Et, il est peu probable que la social-démocratie participe à la direction des affaires avec Giscard d'Estaing avant les

présidentielles de 81. Toutefois, il me semble nécessaire d'évoquer en deux mots rapides que la modification du mode de scrutin, l'adoption de la proportionnelle (Giscard passant outre à l'opposition des chiraquiens) modifierait pour une bonne part les raisons qu'a le PS de passer alliance avec le PCF.

Ma seconde remarque touche à la phrase du projet de programme : «aujourd'hui, les travailleurs savent à quoi s'en tenir sur l'illusion mensongère du Programme commun». La phrase est ambiguë. Prise à la lettre, elle ne permet

pas d'expliquer pourquoi le courant proposant de reconstruire l'union «par le bas», (courant qui fait retomber la responsabilité de l'échec de la gauche quasi exclusivement sur les «états majors» des trois partis de gauche) rencontre un certain écho.

N'oublions pas par ailleurs que pour une partie importante des masses, le Programme commun, c'était avant tout la satisfaction d'un certain nombre de revendications pressantes, comme la fixation du SMIC à 2 400 francs. Qu'il existait des illusions sur la garantie du pouvoir d'achat si la gauche avait

pris le pouvoir est une chose, mais cette illusion qu'elle aurait satisfait quelques revendications a-t-elle disparu ? Naturellement, je suis convaincu qu'une prise de conscience assez large s'est effectuée dans les masses suite à l'échec de la gauche, sanction de six mois de polémique, mais à mon avis, celle-ci ne porte pas tant sur le contenu illusoire du Programme commun que sur la possibilité des deux principaux partis de gauche à mettre en œuvre une politique commune.

Il est vrai que les deux choses ne sont pas indépendantes l'une de l'autre

mais à mon avis, elles sont néanmoins distinctes.

Je propose donc l'amendement suivant :

A la place de : «Aujourd'hui, les travailleurs savent à quoi s'en tenir sur l'illusion mensongère du Programme commun», il me semble qu'on devrait écrire : «Aujourd'hui, les travailleurs savent à quoi s'en tenir sur le mensonge d'une «gauche unie», même s'il demeure des illusions sur l'amélioration qu'aurait pu leur apporter l'application de tout ou partie de feu le Programme commun».

F.M. St Ouen

Pour expliquer ses échecs

LE PCF LANCE LA THESE DU COMLOT

«Ils distillent la calomnie, cultivent l'allusion perfide, multiplient les caricatures». Qui «ils»? Les journaux, les radios, les chaînes de télévision. Et qui s'en prend aussi vigoureusement à la presse? *L'Humanité*, dans deux pleines pages publiées ce jeudi matin. Ces deux pages, destinées à illustrer «les méthodes et les mécanismes de l'information giscardienne», relayent une campagne du PCF sur le vaste complot qui serait ourdi en ce moment pour réduire l'influence de ce parti.

Revenons en arrière, et marquons quelques dates: en janvier de cette année, lors d'une conférence nationale, Marchais fixe la barre: «21% des voix, ce serait insuffisant, 25% ce serait bien». Le 12 mars, tard dans la nuit, les chiffres tombent: PCF: 20% des voix. L'échec est cinglant. Une semaine plus tard, la défaite de la gauche est consacrée. L'échec est encore plus cinglant. Si le nombre des députés du PCF augmente, son score se réduit sensiblement, jusqu'à 10% dans certains cas. Dès lors, se pose la question d'expliquer ce recul. Pour la direction du PCF, les explications sont de deux ordres: d'une part, le PS est le seul responsable de la défaite globale et d'autre part «les électeurs n'ont pas compris la nécessité d'un vrai changement». C'est le système d'explication que développe Marchais lors d'un comité central tenu en avril. C'est aussi, pour partie, en réaction à ces explications pour le moins douteuses que va se développer la contestation interne. Par exemple, ils sont nombreux, ces militants de la région parisienne à demander pour quoi leur parti a tellement régressé dans ses fiefs traditionnels. *Paris-Hebdo*, le journal de la fédération de parti, esquissera des bribes de réponses, avant de disparaître. Depuis, plus rien. Comme s'il fallait oublier.

Et voilà les élections partielles. Dès le 3 septembre, le PCF connaît un recul très sensible dans le Pas-de-Calais. L'explication officielle arrive dans la foulée, par la voix de Fiter-

man: «Il aurait fallu» une candidature unique de la gauche. Mais à Nancy comme à Paris, le PCF recule encore, et c'est là qu'apparaît le thème de la campagne «anti-communiste».

LE COMLOT VENU DE L'EXTERIEUR

Voilà un parti qui n'offre en tout et pour tout comme seule perspective de reconstruire une union de la gauche pour laquelle il milite depuis 20 ans, et qui s'est aujourd'hui complètement cassé la figure. Voilà un parti en butte à la contestation interne, un parti dans lequel des militants s'élèvent pour dénoncer son centralisme bureaucratique, ses trop grandes convergences avec l'URSS ou encore son projet politique. Cette image repoussante liée à l'essor du PS, explique les reculs électoraux. Eh bien, pour la direction du PCF, rien de tout cela n'est en cause. Pour masquer son vide politique, pour masquer l'impasse dans laquelle elle se trouve, pour éviter d'être interpellés par les militants, les dirigeants du PCF lancent l'idée du «complot». Vieille tactique qui consiste à évoquer une attaque extérieure pour refaire une unité défaillante.

Mais regardons les faits: Le PCF se plaint de n'avoir pas assez accès aux télévisions et aux radios. Allons donc! Tout le monde se souvient des numéros répétés de Marchais pendant la campagne électorale. Il est vrai qu'il ne s'agissait peut-être pas d'un bien grand service

rendu à son parti. Le PCF se plaint de la censure qui le frappe, et il évoque «l'affaire Perlican», qui s'était vue refuser sa participation à un débat télévisé sur le chômage. En fait, ce sujet grave — le chômage — ne l'intéressait que secondairement. La preuve, le remplaçant de Perlican, Juquin, n'a pas dit un mot sur cette question et a provoqué l'incident en quittant l'émission. Chacun s'est rendu compte alors que la principale, la seule préoccupation du PCF a été de mettre à profit cette occasion pour propulser sa candidate durant une heure sur le petit écran, dans l'espoir de gagner quelques voix grâce à cette mise en valeur qu'est la télévision. Que le PCF n'aïlle pas se plaindre si certains de ses concurrents ne se sont pas prêtés à cette manœuvre. Le PCF se plaint des entraves faites à sa presse. Enfin, un fait tangible dira-t-on, à un moment où la bourgeoisie essaye d'étrangler certains journaux. Pas du tout. Le PCF se moque bien de cela. Ce dont il se plaint, c'est de l'ostracisme de certains annonceurs publicitaires.

Le PCF se plaint de voir le PS largement cité par toute la presse. Mais quel est donc le journal qui tous les jours, à longueur d'articles, dissèque les moindres faits et gestes des socialistes? *L'Humanité*...

dres faits et gestes des socialistes? *L'Humanité*...

Il y a cependant un point sur lequel Marchais et les siens ont raison: c'est vrai que Giscard s'est fixé comme objectif, en 1975, de ramener le PCF à 15% des voix. C'est vrai que Mitterrand s'est fixé comme objectif, en 1972, de lui prendre 3 millions de voix. Mais cela ne prouve rien, sinon l'incapacité du PCF à faire avancer chez les électeurs son propre projet de société. Comme tout les menteurs, Marchais s'empêtre dans ses mensonges: si le recul actuel de son parti est dû à une campagne hostile de la bourgeoisie, faut-il en conclure qu'en 1973, ou lors des municipales de mars 1977, là où le PCF a fait un bon score, la bourgeoisie ne l'attaquait pas?

Non, évidemment, la thèse du complot ne doit tromper personne. S'il est vrai que la droite ne fait aucun cadeau au PCF, il est aussi vrai que le recul actuel trouve ses racines dans la situation interne de ce parti autant que dans sa ligne politique. La thèse du complot n'est rien d'autre qu'une manifestation de faiblesse, une manifestation de mépris pour les militants qu'on considère comme imbéciles, et en fin de compte la preuve d'une grande faiblesse.

Nicolas DUVALLOIS

«Les menteurs»

Qui sont pour *L'Humanité* «les menteurs et les falsificateurs», ceux dont Giscard tient la plume? Sont-attaqués pêle-mêle, Jean Goumé de USD, le PS pour sa dernière brochure *Néo-stalinisme aux couleurs de la France*, *France-Soir*, Gicquel, *Le Monde*, Elkabbach et quelques autres encore. Selon *L'Humanité*, «la presse» en tant qu'entité, est «agressive» envers Marchais, «élogieuse» pour Mitterrand, «tendre» pour Fabre. «Elle ne respecte pas les morts», puisqu'elle a été critique envers Kanapa...

Le journal du PCF se plaint aussi du fait que le dernier éditorial de Chevènement dans *Repères*, la revue du CERES ait été passé sous silence. Comme le dit *L'Humanité*: «Les arguments de Chevènement confortent les nôtres».

Conclusion du tout: il n'y a qu'un seul journal qui dit la vérité, un seul journal à lire. Devinez lequel.

Les députés du RPR freinent l'ardeur de leurs dirigeants

Le «pavé dans la mare», lancé par Debré sur le possible retrait du RPR de la majorité, et dont une partie de la presse avait fait grand cas, vient d'être réduit à de plus justes proportions par l'intervention de plusieurs députés du RPR. C'est ainsi que mardi, Rufenacht, député du RPR de Seine Maritime, a affirmé à l'Assemblée que le gouvernement menait la seule politique qu'il soit possible de mener, et qu'il n'en avait pas d'autre à proposer. Cette intervention soulevait les applaudissements d'une bonne partie des députés RPR. Poujade allait jusqu'à affirmer que 80% des parlementaires de son groupe approuveraient cette position.

Que les députés RPR ne soient pas prêts à aller à une crise gouvernementale, qui s'en étonnera, si on met en regard les menaces de dissolution de Giscard et les résultats des élections partielles, désastreuses pour la majorité? Si Chirac brandit la menace, c'est plus pour obtenir des concessions du gouvernement que pour appliquer réellement ces menaces.

Barre a annoncé qu'il recevrait «prochainement» une délégation du RPR, conformément à la demande qui en avait été faite. Aucune date n'a été précisée pour l'instant.

Voyage d'un prince

Giscard se rendra le 19 octobre en Andorre. Selon une tradition fort ancienne, le président de la République française est prince d'Andorre, sur le même pied que l'évêque espagnol d'Urgel. A l'occasion de ce voyage, Giscard rencontrera à Andorre son collègue en principat.

Les cantonales ne seront probablement pas reportées

Le Sénat discutait mardi de la proposition de Caillaud de reporter les élections cantonales en septembre (au lieu de mars 1979). Les groupes du RPR, du PS et du PCF s'y étant opposés, le sénateur a préféré interrompre le débat et faire renvoyer sa proposition devant la commission des lois. Il est probable que cela équivalra à un enterrement pur et simple.

Remous à la tête du MRG

La fédération de Paris du MRG est tenue, jusqu'à présent, par les partisans de Fabre. Un membre du secrétariat national du MRG, Thierry Jeantet, est candidat à la présidence de la fédération de Paris. Le vote aura lieu le 9 octobre. Rappelons que lors de l'élection partielle du 14^e arrondissement, la fédération de Paris du MRG avait présenté un candidat, M. Szpiner, contre l'avis de la direction nationale du MRG, qui soutenait la candidate socialiste qui a été élue.

Dans sa course aux présidentielles

ROCARD ENVISAGE DE RATISSER LARGE

● Dans sa course pour les présidentielles de 1981, Rocard esquissait un recul tactique face à la levée de boucliers de la plupart des autres secrétaires nationaux du PS. En revanche, il semble décidé à s'appuyer sur le rejet de la politique d'échec de Mitterrand par une fraction importante de la base du PS, en ménageant les susceptibilités de la majorité d'entre eux.

Mitterrand reçoit, comme on pouvait s'y attendre, le secours de Mer-maz, le secrétaire du PS dans la rivalité qui traverse actuellement le PS. Dans une interview publiée dans *La Dépêche du Midi*, le député de l'Isère affirme que le problème aujourd'hui, «c'est d'ancrer le PS dans le monde du travail, de bâtir jour après jour

l'union des forces populaires, d'obliger le Parti communiste à sortir de la voie stérile sur laquelle il s'est engagé, de le faire revenir à l'Union de la gauche.»

Rocard, pour sa part, ne baisse pas pavillon et répondait mardi assez vivement à l'affirmation de Defferre selon laquelle «si le Congrès du PS se tenait dans les 15 jours, le cas

Rocard serait réglé et Mitterrand confirmé à la tête du parti.» Selon Rocard, ces déclarations du maire de Marseille sont à imputer à son «impulsivité», mais qu'il le prenait néanmoins pour une attaque personnelle. «Si elles signifient quelque chose, a-t-il ajouté, c'est mon exclusion de la majorité du parti.» Rocard semble cependant faire légèrement machine arrière face à la levée de boucliers que ses ambitions suscitent chez quasiment tous les leaders de tendances du PS. «On ne gouverne pas la France avec un homme seul, a-t-il déclaré, avant d'ajouter que la désignation du can-

didat socialiste pour 1981 devait être précédée de la définition du projet de société à mettre en œuvre.

Une fois le projet défini, ce sera alors «à l'ensemble des militants» de désigner le candidat socialiste. Rocard a également souligné que le PS «constitue un bon outil électoral.» La prestation de Rocard à Antenne 2 confirme bien la tactique actuelle de l'ancien leader du PSU. Certes, il accuse un léger recul face à l'offensive diversifiée mais bien réelle des autres secrétaires du PS, il dit maintenant que la désignation du candidat socialiste ne presse pas.

Mais dans le même temps, il continue de développer en direction de la base du PS les thèmes qui sont susceptibles de le faire apparaître comme l'alternative à la politique d'échec de Mitterrand. Ainsi, il devait affirmer dans cette même intervention que, selon lui, le PS devait «assurer le relais des syndicats du mouvement coopératif des associations», bref qu'il devait être «un parti autogestionnaire.» Il apparaît même que Rocard envisage de «ratissier large» et de regrouper aussi derrière lui ceux des militants de base qui veulent «autre chose» que le Programme commun version

72 mais qui ne sont pas pour autant déterminés à tourner le dos au PCF.

Ainsi s'explique sans doute sa petite phrase: «Le PCF a le choix entre maintenir d'être qui n'inspire aucune confiance en ce qui concerne les libertés d'expression en France ou de retrouver le sens des libertés.» Au cas où le PCF ferait le second choix, a-t-il ajouté, — sans doute sans y croire —, «il n'y a pas de raison que le PCF n'ait pas sa place dans une coalition d'hommes libres.»

François MARCHADIER

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
 - Pékin information.
 - La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon

Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo -
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges

Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.

Brest

Lib. Graffiti (10 %)
Place Saint-Louis

Caen

La Licorne (10 %)
Rue Froide

Clermont-Ferrand

Lib. Jean Rome (10 %)
1 rue des Gras

Evreux

Lib. Dubois-Dehayes
rue Chartraine (5 %)

Grenoble

Le Livre ouvert
Cours Fontaine (10 %)

La Rochelle

Lib. La Genette (5 %)
Rue Rougemont

Le Mans

Lib. La Taupe
2 quai amiral Lalande
(10 %)

Lille

Librairie populaire
40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3°)
(10 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)
Rue Sainte (1°)

Metz

Librairie Géronimo
Rue du Pont des Morts
(10 %)

Montluçon

Le Bouillon de culture
15 rue Barathon (10 %)

Nice

Le Temps des Cèbres
50 bd de la Madeleine
(10 %)

Nantes

Librairie 71 (10 %)
50 bd de la Madeleine

Orléans

Les temps modernes
rue N. D. de Recouvrance
(5 %)

Quimper

Calligrammes
23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan

Le Futur antérieur
22 rue Grande-la-Réal
(10 %)

Reims

Le Grand jeu
20 rue Colbert

CINÉMAS

Châtelet-Victoria
19 avenue Victoria 1°

Paris

Saint-Séverin
12 rue Saint Séverin (5°)

Tarif étudiant : 10 F

La Clef

21 rue de la Clef (5°).

Tarif étud.

Seine Cinéma
8 rue Frédéric Sauton (5°)

Lyon

Cinématographe
44 cours Suchet (2°)

Tarif collect.
(5 tickets : 40 F).

Le Canut

32 rue Leynaud (1°)

(tarif. étud.)

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

POLITIQUE

Motion de censure

UN SCENARIO 25 FOIS REPETÉ EN 20 ANS

● L'Assemblée nationale est sortie, un peu, de sa torpeur pour discuter de la motion de censure déposée par les socialistes. Il y avait plus de monde dans l'hémicycle, il y avait les caméras de la télévision, et il y avait les orateurs vedettes de chaque groupe. Hormis ce petit bouillonnement bien dans la tradition parlementaire, il n'y avait rien à attendre de cette motion de censure, bien évidemment rejetée puisqu'elle n'a recueilli que 199 voix, celles des groupes PS et PCF.

C'était la 25^e motion de censure de la V^e République. Le scénario est donc rodé : une intervention de chacun des groupes parlementaires, Mitterrand pour le PS, Labbé pour le RPR, Chinaud pour l'UDF et Ballanger pour le PCF, une réponse du premier ministre, des exclamations sur les bancs, une querelle d'applaudimètre, et finalement un vote dont on connaît par avance le résultat précis. Si l'on considère que les arguments politiques avaient déjà été longuement développés de part et d'autre, il ne restait qu'à attendre du débat que des bons mots, des

grandes formules et des petites phrases. De ce point de vue au moins, les députés auront été fidèles à leur réputation.

Mitterrand tout d'abord, qui choisit de s'adresser directement au chef de l'Etat : «Alors que le président de la République inspire, décide et tranche, vous n'êtes, a-t-il lancé à Barre, que le premier ministre comme sous Louis Philippe et Napoléon III».

Ou encore, évoquant les critiques qui fusent de toute part contre le gouvernement «en désaccord sur les remèdes, nous constatons semblablement l'é-

tendu du mal. On approche de votre gouvernement comme de la chambre d'un malade, mais celui qui souffre, c'est le pays». Les socialistes étaient contents des formules, ils ont beaucoup applaudi, tandis que les députés PCF restaient de marbre.

Pour le RPR, Labbé essayait de justifier, sur un ton modéré, et les critiques, et le refus de voter la censure : «Si un jour nous devions voter une motion de censure, c'est que nous l'aurions signée en mesurant toutes les conséquences de notre décisions. Nous ne nous sentions plus dans la légitimité».

Chinaud, de l'UDF, s'est surpassé pour enfilier des perles : il a dénoncé «l'archaïsme» de Mitterrand et Ballanger, le «courage de Robert Fabre». Sur Mitterrand, il a précisé «qu'en 1936, il était plus proche

de Maurras que de Blum. Quand on trahit sa jeunesse, on a déjà rencontré Geronte». Citons encore «laissons tomber l'esprit de parti pour l'esprit de patrie». Ballanger, bien embêté, n'a pas eu recours aux formules ronflantes : il a malgré tout réaffirmé la thèse de la droite unie «des attaques verbales de vos alliés du RPR ne trompent que ceux qui veulent bien l'être».

Quant à la réponse de Barre, elle a été l'occasion de réentendre le cours d'économie maintes fois entendu, avec des grands A et des petits b, des premiers et des deuxièmes, etc.

Au total, un exercice de style dont chacun s'est bien sorti. Merci messieurs. Le chômage, la vie chère continuent, le gouvernement aussi.

N. D.

Animateurs socio-éducatifs contre municipalité PCF

UN CONFLIT REVELATEUR

● Un conflit oppose depuis plusieurs mois les animateurs socio-éducatifs de Saint Denis (Seine Saint Denis) à la municipalité (union de la gauche à majorité PCF) qui les emploie. La réponse qu'a apportée la municipalité jusqu'à présent (attaques contre les animateurs et leurs syndicats, décisions récentes sans concertation) mérite d'être examinée comme exemple d'une gestion municipale sauce PCF.

150 animateurs travaillent à Saint-Denis dans les centres de loisirs maternels, les centres de loisirs primaires, la MJC, le bureau d'aide sociale. Ils n'ont pas de statut nationalement reconnu et aucune garantie d'emploi. Depuis longtemps, ils luttent pour obtenir de la municipalité (leur employeur) la signature d'un contrat, comprenant :

- une garantie d'emploi,
- l'alignement des avantages sur ceux du personnel communal (prime de fin d'année, indemnité de logement, paiement des heures supplémentaires, reconnaissance d'un volume des heures supplémentaires).

- une revalorisation des salaires.

La revendication du volume d'heures garanti tient à la nature de leur travail. Pendant la durée des vacances scolaires, il n'est pas rare que les horaires soient supérieurs à 50 heures par semaine ; en dehors de cette période, le volume d'heures est souvent à peine supérieur à 20 heures, avec les conséquences au plan salarial.

Organisés dans le SNPAOCC (Syndicat national des personnels des associations, organismes et centres culturels, affilié à la CGT), les animateurs ont fait grève à plusieurs

reprises ces derniers mois : le 14 juin, le 26 juin, le 10 juillet, et le 27 juillet.

La municipalité se retranche derrière la responsabilité de l'Etat. Les éducateurs «se trompent de cible». Qu'en est-il ? Pour les animateurs, il est clair que l'objectif à se fixer reste l'obtention d'un statut national de l'animateur socio-éducatif. A ce niveau, effectivement, la responsabilité provient de l'Etat. Mais ils n'entendent pas pour autant blanchir la municipalité de toute responsabilité ; pour eux, «il est clair que nous ne serons reconnus au niveau de l'Etat qu'à partir du moment où la municipalité reconnaîtra notre profession au niveau local sur les bases d'une définition de nos emplois, une réelle politique des salaires, un volume d'heures garanti, une politique culturelle sur la ville». (tract du SNPAOCC).

Fin juin, la municipalité acceptait pour une part l'alignement des avantages sur ceux des personnels communaux. Mais rien n'était obtenu sur les heures supplémentaires, à un moment où les animateurs travaillaient jusqu'à 58 heures par semaine. Des sanctions étaient prises contre plusieurs animateurs, dont deux étaient licenciés. Aucun accord n'intervenait

sur la grille des salaires et le contrat. D'où une nouvelle journée de grève le 10 juillet. Ce que la municipalité apprécie le moins, c'est que les éducateurs s'adressent à la population pour l'inviter à soutenir leur lutte.

Fin juillet, la municipalité passe à l'offensive. Pour commencer, elle décide que le nombre d'heures réservé aux activités syndicales est dépassé. En conséquence, toute activité syndicale pendant les heures de travail peut faire l'objet d'une sanction. Parallèlement, la municipalité tentait de calomnier la lutte

des éducateurs, affirmant dans le bulletin municipal que le salaire de départ revendiqué serait de 2 700 francs (alors qu'il est de 2 245 F)...

Pour clore le tout, le conseil municipal du 21 septembre votait un projet de contrat, sans nouvelle concertation avec les intéressés. Ce contrat implique notamment le caractère temporaire et renouvelable du contrat, et dénie donc aux éducateurs la garantie d'emploi. Ceux-ci sont décidés à poursuivre la lutte jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Les révélations de Hans Joachim Klein

Hans Joachim Klein, ancien membre du groupe terroriste allemand des «cellules révolutionnaires» a donné une longue interview à Libération. Il fait des révélations sur l'action et les méthodes des groupes terroristes, notamment à l'occasion de l'attentat contre l'OPEP à Vienne en décembre 1975. Selon Klein, qui a participé à cette opération, elle était dirigée par «Carlos» à l'initiative du groupe de Wadi Haddad (ce groupe a exécuté des détournements d'avions et des attentats en Europe, alors que cette forme d'action avait été abandonnée par la Résistance Palestinienne).

Klein fait état des relations du groupe terroriste avec un pays arabe qu'il ne nomme pas : «L'avion privé d'un chef d'Etat arabe était venu nous chercher Carlos et moi, pour nous emmener dans ce pays. Lorsque nous sommes arrivés, il y avait des hauts fonctionnaires pour nous accueillir et une équipe de cinéastes... Je me suis vraiment senti comme un mercenaire qu'on remerciait de ses bons et valeureux services». Plus loin il ajoute : «Dans certains pays que je ne nommerai pas, je me suis assis à la table de gens qui ont des fonctions très officielles». Klein qui a décidé d'abandonner le terrorisme international, est recherché à la fois par la police allemande et par ses anciens amis qui veulent l'exécuter pour l'empêcher de parler. Il prépare un livre.

Centre de tri de Pontoise

400 POSTIERS EN GREVE DEPUIS 8 JOURS POUR LES EFFECTIFS

Mouvements à Nice, Marseille, Bordeaux, Paris Chèque Austerlitz

«Le centre de tri automatique de Pontoise, dans la banlieue Nord de Paris ? C'est une erreur. Ce centre de tri est un centre «fantôme», il n'existe pas. Du moins officiellement : son ouverture, dans le budget, était prévue pour l'année 1979. En conséquence de quoi, encore plus qu'ailleurs, l'administration des PTT refuse bien entendu d'augmenter le nombre de postiers pour effectuer le tri d'un courrier qui ne cesse de se développer.

Alors, les postiers de ce centre ont engagé depuis le 26 septembre une lutte qui, elle, est bien réelle. Pour l'augmentation de leurs effectifs, justement.

«L'affaire des flics, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'est elle qui a fait l'étincelle» racontent des militants CGT et CFDT dans le local syndical du centre de tri. L'affaire des flics ? Au début du mois de septembre, les postiers du centre parlaient en grève pour protester contre l'intervention des flics dans le centre, sous le prétexte de vols. La direction jugeait que cette grève était illégale ; elle accusait en outre les délégués et les travailleurs d'avoir dépassé le temps légal pour une assemblée générale : plusieurs postiers étaient sanctionnés notamment par des retenues sur les salaires.

«C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase» ont dit les postiers de Pontoise. Le vase, c'était le manque d'effectifs. «L'administration, en juin, avait elle-même reconnu le manque d'effectifs, c'est tout dire ! Il manque en fait 134 postes, fait remarquer un délégué CGT. La CFDT et la CGT ont fait une étude de toutes les positions de travail et de tous les postes nécessaires par position de travail ; nous arrivons à ce chiffre. Ici on tourne depuis mai sans

qu'aucun emploi n'ait été créé.» Pire, avant les congés d'été, sept travailleurs partis au service militaire n'ont pas été remplacés.

Dire que les effectifs sont maigres à Pontoise est peu dire quand on sait que les postiers sont 400 pour trier chaque jour des centaines de milliers de lettres. Ils ne peuvent les trier toutes : 100 000 restent en attente chaque jour.

Leurs conditions de travail sont déjà désastreuses : «Pour rentabiliser, on nous oblige à travailler huit heures, avec des temps de pose, alors que sur les machines automatiques (cadrans avec boutons), il était prévu qu'on ne pouvait travailler dessus que quatre heures par jour. Les yeux en prennent un coup !»

Avec le manque d'effectifs, on arrive même à cette situation inouïe : les postiers doivent travailler souvent le samedi et le dimanche. Pour l'instant, en tout cas, en échange du travail ces jours-là, les postiers «bénéficient» de «repos compensateurs» qu'ils peuvent prendre difficilement. Mais depuis plusieurs mois, il est impossible de les prendre. Les postiers accumulent donc

tout simplement les jours de repos... sur le papier. On aboutit à ce résultat : leur nombre de jours de repos est inversement proportionnel à leurs jours de travail, qui se multiplient !

La quantité de travail des postiers de Pontoise était d'autant plus importante que la direction, jouant sur des salaires guère mirifiques, leur «proposait» ces derniers temps des heures supplémentaires. «Ils ont même cherché du personnel des bureaux mixtes (distribution et guichets) pour cela». Bref, c'est le cercle infernal. Ou plutôt c'était. Les postiers ont refusé de continuer à y rentrer. Ils se battent durement. L'administration n'étant pas prête à céder facilement. Il y a quelques jours, les postiers saisonniers désiraient rester au centre à l'expiration de leur contrat ont été proprement fichés à la porte...

Lutte difficile : certains en tout cas s'acharnent à la rendre telle : en premier lieu, les petits patrons de la zone industrielle où se trouve le centre. «Mercredi matin, l'association patronale des PMI et PME (qui regroupe 180 patrons de Pontoise et de Saint Ouen l'Aumône, localité proche) ont tenu une conférence de presse, explique un postier. Évidemment, ils sont «touchés» par la grève : les boîtes postales des entreprises qui, normalement, se trouvent dans les bureaux de postes, sont dans le centre, ce qui fait gagner du temps au patronat de la zone industrielle. Alors, ils ont fait le chantage à l'emploi : «A cause de vous, 7 000 emplois vont être supprimés.»

En réponse, les postiers du centre ont écrit un tract expliquant leur grève.

Autre menace : une cer-



taine presse, l'administration des postes, commentent à parler du courrier qui s'entasse dans les hangars du centre, du matériel urgent qui ne serait so-disant pas acheminé (médicaments, mandats, etc). L'administration des PTT ne nous avait pas habitués à tant de sollicitude pour les travailleurs retraités notamment, depuis longtemps ! Assez d'hypocrisie ! A Saint Ouen l'Aumône, les particuliers attendent souvent plusieurs jours que leur courrier soit trié. Faute d'effectifs ! Les postiers précisent d'ailleurs : «Nous trions les médicaments, les mandats pour les vieux travailleurs, dans un service minimum. Il faut se méfier de cette campagne. C'est comme ça, avec cet alibi, qu'ils avaient expulsé les gars du centre de tri de Créteil.»

Mercredi, les postiers de Pontoise en étaient à leur huitième jour de grève. Au cours des assemblées

générales, à chaque prise de service, le mouvement a été reconduit. Mercredi était aussi le jour où une délégation intersyndicale rencontrait la direction. Les travailleurs interrogés ne se faisaient pas trop d'illusions : «Les conditions de reprise ? 46 personnes embauchées pour commencer, et puis le paiement des jours de grève, la levée des sanctions de manière certaine, et non de vagues promesses. La direction nous a promis 22 postiers en plus... au téléphone. Les 22 sont devenus 14. Ce sera peut-être bien sept cette après-midi.» «Et si l'administration reste intransigeante, on va vers une action plus dure, faisaient remarquer des grévistes. Il va falloir occuper.»

Ce qui était en discussion aussi mercredi après-midi parmi les grévistes, c'était l'extension du mouvement. Une extension possible, les conditions sont remplies : «On a eu

un contact avec un responsable CFDT des Hauts de Seine. Il nous a dit que le centre de Nanterre refusait de trier notre courrier. Ils ont les mêmes problèmes que nous. Ils attendent de voir ce qu'on va décider pour partir. A Issy les Moulineaux, c'est la même chose.»

Le problème des effectifs est sans conteste la revendication importante de tous. D'ailleurs, outre les centres parisiens qui attendent la décision de Nanterre, de nombreux autres sont déjà partis en grève sur cette revendication : Marseille, Poitiers, Rouen, Nice, Quimper, Bordeaux, Toulouse... Dans la région parisienne encore, des grèves perlées ont lieu actuellement à Paris Chèque Austerlitz.

Un mouvement plus large peut se développer, les conditions sont réunies : la volonté de lutte, une revendication unitaire.

Richard FEUILLET

147 licenciés du Puy réunis en Assemblée générale

(COMMUNIQUE)

A l'appel des sections syndicales CFDT d'Elastelle, CGT, CFDT et FO des Tanneries, CGT et CFDT des PTT, 147 licenciés ont participé à l'Assemblée générale qui a mis au point le cahier de revendications suivant :

- Garantie de salaire à 90 % tant que l'on n'a pas obtenu un emploi équivalent à l'ancien.
- Un emploi pour tous avec un salaire et avantage acquis antérieurement.
- Respect des accords pré-retraités signés aux Tanneries et étendue de cet accord à tous les pré-retraités avec ressource garantie par les pouvoirs publics et les organismes.
- Suppression des contrats temporaires et embauche définitive
- Refus de démantèlement de l'ANPE.

Les licenciés ont discuté de la possibilité d'une inscription collective à la mutuelle chirurgicale de la Haute Loire. Il a été décidé d'une prochaine assemblée générale des licenciés et des chômeurs le 17 octobre à 9 heures à la Bourse du travail. Pour que cette assemblée générale soit massive, un tract sera distribué à l'ANPE à partir de lundi 9 octobre. La lutte des chômeurs est indispensable pour que toute la classe ouvrière se mobilise sur l'emploi et qu'on aille ensemble vers une lutte d'ampleur liant actifs et chômeurs et susceptible d'obtenir un emploi pour tous au pays. La lutte spécifique des licenciés et des chômeurs ne va pas à l'encontre de la lutte dans chaque entreprise mais au contraire doit être un stimulant pour les sections syndicales d'entreprises.

EBOUEURS PARISIENS EN GREVE

● Pour l'application de l'accord de 1977

● Contre la réduction prochaine des effectifs

Les éboueurs parisiens sont en grève tournante depuis mardi jusqu'à samedi inclus. L'origine de ce mouvement ? Tout simplement l'application intégrale

de l'accord arraché lors de leur longue lutte de mai 1977. Les éboueurs réclament entre autres que les quatre jours de repos supplémentaires promis (en

raison des horaires de travail) ne restent pas sur le papier.

Les grévistes lancent par ce mouvement également, un avertissement à la mairie de Paris qui prévoit un projet de réforme de la voirie. De quoi s'agit-il ? La ville de Paris expérimente depuis quelques temps, dans les quatre premiers arrondissements, une nouvelle forme de ramassage des ordures ménagères : le collectage dans des sacs en plastique hermétiques. «Il n'y aurait plus alors que deux éboueurs au lieu de trois par benne» explique le syndicat CGT. «Nous ne sommes pas contre la col-

lecte par sacs. Nous sommes contre une modernisation qui se fait au détriment des travailleurs.»

Cette réduction des effectifs risque encore d'être aggravée par le fait que le projet de réforme de la voirie prévoit en outre des tours de ramassage supplémentaires chaque jour, d'où une augmentation assez démentielle de la productivité ! Les horaires seraient bien entendus modifiés en conséquence. La grève des éboueurs n'est sans aucun doute qu'un premier coup de semonce. Ils avaient montré en mai 1977 ce qu'il en était de leur détermination à défendre leur emploi et conditions de travail.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



La lutte à Azur (Vincennes)

«ON FABRIQUE, ON VEND NOUS-MEMES» LE SOUTIEN S'ELARGIT

Une lutte offensive contre les licenciements

Début 1977, un nouveau patron rachetait la biscuiterie Azur à Vincennes. Il n'avait qu'une idée en tête, la suite des événements l'a prouvé : racheter la marque, les machines et la technologie, et consolider ainsi sa position sur le marché. Il avait déjà une fabrique de madeleines à Pons, dans les Charentes Maritimes. Il pensait que les choses se passeraient en douceur, qu'il viendrait facilement à bout des 174 travailleurs, en majorité des femmes portugaises. Mais chez Azur, les travailleurs s'étaient déjà organisés dans les syndicats, ils avaient mené des luttes très dures contre l'ancien patron et l'exploitation éhontée qu'il leur faisait subir : des horaires illégaux, des brimades racistes...

Pour tourner la difficulté, le nouveau patron n'a pas hésité à transférer la comptabilité Azur en Charentes, de même qu'une partie de la production, à vendre clandestinement la marque à sa femme, et à déposer le bilan sans bruit... Aujourd'hui, malgré les jugements qui le lui interdisent, il continue à vendre des madeleines Azur, prétendument fabriquées à Vincennes... Un patron pire que les autres ? Non, c'est finalement très souvent comme ça que les choses se passent. Mais les ouvrières ont refusé leur licenciement, dès qu'elles ont appris le dépôt de bilan.

Tout de suite, elles ont occupé l'usine, y compris pendant les congés payés. Pendant tout le mois d'août, une petite équipe, réduite, il est vrai, a quand même réussi à tenir le coup jusqu'en début septembre, où elle a été massivement rejointe par l'ensemble des travailleurs. Leur courage a notamment empêché le patron de profiter des congés pour démonter les machines !

Début septembre, l'usine continue donc à être occupée, jour et nuit. Dans cette usine où les femmes sont la majorité, que de problèmes il a fallu régler pour assurer la présence de toutes, que ce soit les problèmes de gamins, ou les maris pas toujours très chauds pour que leur femme occupe, surtout la nuit.

Et puis, voilà bientôt deux semaines, elles ont décidé de remettre en route les machines, de produire et de vendre, parce qu'elles sont convaincues, comme elles le disent dans leurs tracts, que seule la lutte paie, quand on a la solidarité des travailleurs. A un moment où la lutte contre les fermetures, contre les licenciements, est au centre des préoccupations des travailleurs dans tout le pays, leur lutte est exemplaire. Face à ceux qui prétendent qu'il est inutile de se battre «le dos au mur», que la lutte contre des licenciements à un «aspect conservateur», qu'il faut laisser faire les patrons et se battre ensuite, les ouvrières d'Azur sont un vivant démenti ! Elles sont sûres qu'avec leur détermination, leur esprit d'initiative et le soutien actif de tous les travailleurs elles peuvent remporter la victoire.

Mercredi après-midi, il y a beaucoup de monde dans la salle de réception, chez Azur. Il y fait plus chaud que sur la piste qui parcourt la cité industrielle de Vincennes. A côté, dans un ancien dépôt, a été installée la salle de vente. Derrière la table chargée des diverses variétés de madeleines, Jacqueline, une jeune ouvrière s'occupe des ventes. Elle est pleine d'espoir. «Avant je n'aurais jamais fait ça. Je ne prenais même pas les tracts. Mais depuis qu'on est en lutte ici, ça a bien changé. Quand on diffuse des tracts, quand on fait des ventes, on voit en discutant avec les gens qu'ils nous soutiennent, qu'ils approuvent ce qu'on fait. Et d'être tous ensemble ici, j'ai vraiment confiance.» Plusieurs femmes arrivent, qui ne sont pas de l'usine. «J'ai appris la lutte par mon mari, qui travaille chez Kodak» dit l'une. Une autre : «Je suis venue parce que j'ai eu un tract dans ma boîte aux lettres.» Elles repartent les bras chargés, contentes d'être venues apporter leur

**VENEZ SOUTENIR
LES OUVRIERES
D'AZUR EN LUTTE**

Les madeleines sont en vente à l'usine, tous les jours de la semaine de 14 h à 17 h (106 rue de la Jarry, Vincennes. M^o Château de Vincennes).

soutien aux filles de chez Azur.

Un peu après, c'est un postier du CTA de Créteil qui vient faire un tour. Il discute longuement, demande à visiter les ateliers. Il est vite ici comme chez lui... Une vente aura lieu dans son centre. Pour le moment, ce sont surtout les sections syndicales, et il faut bien le dire, principalement CFDT, qui prennent en main le soutien et la vente. Tout l'après-midi, des gens passent, discutent, prennent des tracts...

En principe, une conférence de presse devait avoir lieu. Mais la presse n'est même pas venue. Il y a bien *Le Réveil du Val*



de Marne, périodique départemental du PCF, mais les ouvrières n'ont pas tellement apprécié les quelques articles parus dans la presse du PC, ni leurs tracts. Immanquablement, ils se terminent par : «Forts du soutien des élus communistes et des sections locales du PCF, les travailleurs d'Azur poursuivent la lutte», ou en variante : «Les travailleurs d'Azur ont décidé de...» Ce genre de soutien manipulateur, les travailleurs d'Azur n'y tiennent guère. Et la conseillère générale PCF présente s'indigne du peu de cas qu'on fait de son soutien...

C'est que, pour la grande majorité des grévistes, une chose est certaine : «On les voit ici dans les

grandes occasions, avec leurs écharpes s'il le faut ; ils laissent trainer des bulletins d'adhésion, ça oui, mais ils ne font pas grand chose». Et très spontanément, ils en viennent à parler de l'attitude des structures CGT, qui sont à peu près dans le même cas : «On ne peut pas oublier les coups qu'ils ont essayé de porter à notre lutte : quand le patron a proposé un plan bidon, avec la reprise de 60 ouvrières, la CGT était prête à signer, elle trouvait ça bien. Pourtant on était bien sûr qu'au bout de quelques temps, le patron aurait aussi licencié les 60 reprises...» Aujourd'hui, alors que des bruits de rachat commencent à courir, on entend certains dire qu'il faudra voir s'il y a des propositions de reprendre une centaine... Pour quoi ne pas commencer à dresser la liste de ceux qui seraient prêts à partir...»

Ces positions défaitistes, ne sont pas du goût de tout le monde, y compris parmi les syndiqués CGT, qui se refusent à les endosser, et qui participent activement à la lutte. «On n'a pas épuisé toutes nos cartouches, on a encore beaucoup de ressources et d'initiatives à prendre. Le soutien se développe. On ne va pas accepter n'importe quoi» disent les occupants de la rue de la Jarry.

Monique CHÉLAN



Communiqué du Collectif d'information et d'action pour l'emploi

Paul, 56 ans, chômeur, sa fille, 20 ans, chômeuse, son beau-fils, 20 ans, chômeur, sa femme a encore du travail. Pour combien de temps ?

Combien de familles marseillaises sont-elles dans cette angoissante situation ?

L'emploi se barre, mais la vie continue avec toutes ses difficultés, les prix flambent, les impôts et les loyers augmentent.

Déjà plus de 30 000 chômeurs officiels à Marseille et combien d'autres qui ne sont pas déclarés, sont confrontés à ces dures réalités.

PERSONNE n'est plus à l'abri, tous les secteurs sont touchés.

Réparation navale, Bâtiment, Industries alimentaires, PTT, Education nationale sans omettre la multitudes de petites entreprises dont personne ne parle.

Les luttes qui ont été menées ou qui sont en cours n'ont pas abouti parce que chacun est resté dans son coin, s'est isolé, n'a pas recherché la solidarité des travailleurs et du reste de la population.

Il faut que chacun de nous soit conscient qu'il n'est plus possible de lutter et de gagner seul dans sa boîte.

Face au chômage organisé, face à la misère orchestrée, nous sommes tous touchés et Marseille se meurt.

Seule une riposte d'ensemble peut faire changer cette politique néfaste.

Des travailleurs, ouvriers(res), employés(ées), chômeurs(ses), militants(es) syndicaux à la CGT et à la CFDT, l'ont compris et se proposent de constituer un collectif ouvert à tous, actifs, chômeurs, retraités, etc. — pour sortir de l'isolement et organiser la riposte.

**Première réunion publique d'information,
vendredi 6 octobre à 18 heures
au Centre Social St Gabriel
14, rue Richard 18 014 Marseille**

Vous pouvez aussi passer à la permanence centre social de St Gabriel ou nous écrire à la même adresse.
Permanence : lundi et jeudi à partir de 18 heures.



● Depuis deux semaines que la rentrée scolaire est officiellement entamée, plusieurs lycées, notamment de la Seine Saint Denis, sont marqués par des revendications exigeant la nomination de professeurs à des postes que le rectorat, tenant ses consignes du ministère de l'Éducation nationale, ne peut fournir, sous prétexte de crédits insuffisants. La mobilisation, et le caractère offensif de plusieurs lycées, qui se manifeste notamment par des occupations, et la volonté de s'organiser en mouvement autonome par rapport à celui des directions syndicales du corps enseignant et des fédérations de parents d'élèves, n'a pu se créer sur la seule base des revendications avancées : elle porte d'une façon plus ou moins affirmée une remise en question de la société, au travers de la place qu'elle réserve aux jeunes, dans une période où le chômage se développe dans des proportions angoissantes.

Dans une déclaration cynique Beullac déclarait «la rentrée se passe fort bien, ma foi», conforté dans ses déclarations péremptives par André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Éducation Nationale (FEN, syndicat majoritaire dans le corps enseignant) qui affirmait que cette même rentrée «se passait sans problèmes». Leur illusion et leur optimisme forcené, qui n'étaient qu'hypocrisie, devaient vite se confronter à une réalité beaucoup moins reluisante. Dès les premiers jours, des lycéens des professeurs se mettaient en grève contre les mesures d'austérité décrétées par l'ex-ministre du chômage qui reconduisait ses anciennes fonctions dans son nouveau ministère. De nombreux postes d'enseignement n'étaient pas pourvus dans un certain nombre d'établissements de toutes catégories : écoles primaires, collèges, lycées tant techniques que professionnels, les facs ne sont pas épargnées non plus. Sans attendre les consignes de leurs syndicats et quelques fois en opposition à celles-ci, des enseignants participaient dans différents mouvements, grèves perlées ou illimitées, pour exiger la création des postes vacants, et l'embauche des maîtres auxiliaires, en demandant que de nouveaux crédits soient débloqués. Cette revendication légitime montrait vite ses limites, ainsi que celle de la défense de «la qualité de l'enseignement». Les lycéens, pour leur part, se mobilisent sur les mêmes revendications, tout en dépassant ces limites. Certains n'ont pas attendu que le mouvement se développe chez les profs, comme les lycéens de Villetomble et Gagny (cf encart), pour partir sur une lutte longue et offensive.

De telles grèves, avec parfois occupation des locaux de nuit et de jour, avec la participation de certains profs et de parents d'élèves, ont pris une tournure exceptionnelle. Les seules revendications de créations de postes et de défense de la qualité de l'enseignement ne peuvent à elles seules l'expliquer. Et lorsque les lycéens, descendant dans la rue, inscrivent sur leurs banderoles et scandent les mots d'ordre : «Beullac, ministre du chômage» et «Beullac menteurs, tu fabriques des chômeurs», les lycéens désignent la cible de leur mouvement, le chômage et la société qui le développe.

CONTRE L'ECOLE CAPITALISTE

En s'attaquant aux mesures Beullac, qui ne sont que les conséquences de la réforme Haby, les lycéens s'attaquent à un maillon de l'appareil d'exploitation de la bourgeoisie, l'école, dont le rôle est d'alimenter l'appareil de production. L'école y intervient à plusieurs niveaux. D'une part, au niveau économique, où elle est chargée de préparer les élèves aux différentes spécialisations dont la bourgeoisie a besoin sur le marché du travail, selon le développement de la technologie, en fonction de ce marché et de sa capacité d'absorption. La bourgeoisie, résonnant toujours en termes de rentabilité, doit donc être en mesure d'adapter son école à la situation économique du moment, la formation des futurs travailleurs représentant un investissement non rentable sur le coup.

D'autre part, l'école capitaliste intervient au niveau politique en préparant les élèves à être aptes aux places que ceux-ci détendront lorsqu'ils seront sur le marché du travail. C'est ainsi, dès l'école, que les jeunes sont embrigadés

idéologiquement, pour perpétuer le système capitaliste, en préparant les travailleurs à se soumettre, les cadres et autres à assurer le renouvellement des maillons de l'appareil d'exploitation, le tout développé sur un individualisme forcené.

REFORME HABY ET «PACTE SOCIAL»

La réforme Haby intervient dans ce rôle d'adaptation de l'école, d'une part en renforçant la sélection à tous les niveaux de la scolarité, compte-tenu de la crise économique qui se développe : le VII^e plan prévoit 43 % de jeunes parvenant sur le marché du travail sans qualification professionnelle, et 33 % ne dépassant pas le niveau du CAP. D'autre part, en renforçant l'oppression idéologique. Le même Haby ne déclarait-il : «Il serait naïf de vouloir protéger les jeunes contre le monde extérieur en essayant de fortifier des murailles tombées depuis longtemps. Mais nous ne manquerions pas moins à notre devoir si nous acceptions de livrer de jeunes consciences aux propagandes unilatérales et aux publicités avilissantes.»

LEP de Gagny (93) : «Nous ne voulons pas devenir OS»

Ceux du LEP de Gagny, précisément, partait en grève reconductible tous les jours, décision prise en assemblée générale, pour obtenir cent heures de postes. Les profs et les parents d'élèves ne s'associent pas au mouvement, ou de façon très ponctuelle pour les enseignants. Les lycéens de Gagny obtiennent après deux jours de grève des cours, les cent heures exigées. Le mouvement continue cependant, la grève est reconduite depuis cette victoire, quotidiennement, et ceux de Gagny déploient des sommes d'énergie pour contacter les bahuts des environs, aller discuter avec leurs camarades, des problèmes qu'ils rencontrent dans leurs établissements, essayent de coordonner ceux-ci entre eux. Une nouvelle revendication à formuler ? «On ne veut pas devenir OS» explique un lycéen de Gagny.

«Quand nous sommes rentrés dans notre lycée d'enseignement professionnel, il manquait cent heures de cours dans des matières que nous jugeons indispensables pour notre avenir professionnel proprement dit. Nous avons tout de suite organisé la mobilisation, et après deux jours de grève nous avons obtenu ces postes. Cependant, les cours de dessins ont été «sucrés». Bien que ces cours puissent paraître superficiels, nous nous sommes mobilisés sur cette question après avoir obtenu satisfaction sur le premier point, parce que nous ne voulons pas d'enseignement au rabais. Nous voulons une culture générale, ne pas devenir des robots, des hommes-machines. On a engagé la lutte là-dessus, parce que si nous ne ripostons pas, il n'y a pas de raison qu'ils ne remettent pas en cause d'autres matières dites à «réflexion». On a gardé le contact avec des copains qui sont maintenant sur le marché du travail, en fait, c'est le marché du chômage. On veut être des hommes normaux, capables de réfléchir. On schématise en disant que nous ne voulons pas être des OS, mais c'est de l'avenir qu'ils ont actuellement, que nous ne voulons pas.»



Parallèlement à la réforme Haby, les IUT (Instituts universitaires technologiques) s'ouvraient aux patrons, qui trouvaient à moindre prix des lieux d'expérimentation et de recherche technologique et d'exercer un contrôle sur les futurs techniciens dont ils auraient besoin, «qualitatif» et quantitatif. Le «pacte social pour les jeunes» intervenait lui aussi à un autre niveau dans cette sélection, pour satisfaire les patrons. Main d'œuvre gratuite pour ceux-ci, les jeunes «embauchés» par de tels contrats ont pu avoir l'illusion d'être des travailleurs à part entière, alors que le pacte leur offre des salaires de misère, que la formation prévue est très rarement dispensée et que là aussi c'est un moyen pour les patrons de réparer les «bons éléments».

L'INFLUENCE DU «MONDE EXTERIEUR»

L'influence du «monde extérieur» que redoute tant Haby pour les jeunes, s'établait pourtant devant eux : ils le perçoivent dans leur famille, ou par leurs camarades de classe déjà sur le marché du travail ou, pour peu qu'ils appartiennent à une famille populaire, leur ouvre les yeux sur les attaques des plans Barre, le chômage qui se développe ; les perspectives sont pour le moins restreintes et se pose la question : quel avenir ?

Rejoindre les chômeurs dans les files des ANPE ? «Non merci» peuvent répondre à l'unanimité les lycéens. Aussi, en résiliant les mesures Beullac dans le contexte du chô-

mage et de crise politique, en les désignant comme suite logique de la réforme Haby, en luttant résolument contre, en obtenant satisfaction pour les revendications actuelles, les lycéens s'attaquent au chômage qu'ils refusent de subir et jettent les bases d'une lutte de plus longue haleine, contre l'école et son rôle dans la société actuelle.

LUTTE CONTRE LE POUVOIR

En exigeant dans cette même lutte le droit au savoir, son contenu même est remis en question. «La qualité de l'enseignement» prend un autre sens radicalement opposé à celui dispensé actuellement : celui d'un enseignement au service des travailleurs.

Par leurs soucis d'ouver-

ture vers l'extérieur et leur confrontation à la réalité oppressive, c'est là aussi un terrain sur lequel les lycéens peuvent faire reculer le pouvoir, en se battant dans leurs établissements entre autres pour les libertés démocratiques, sans cesse remises en cause et plus particulièrement dans les périodes où la bourgeoisie ressent des difficultés, qu'elle s'attache à colmater en renforçant son pouvoir coercitif.

La lutte des lycéens s'est engagée dans la voie de la lutte contre le pouvoir, chaque bataille gagnée sera autant de coups contre la bourgeoisie, autant d'aide aux travailleurs, autant d'armes à ceux qu'ils seront bientôt.

Pierre CHATEL

Communiqué

L'INTERCOMMUNAL (Atelier de Jazz Populaire) avec François Tusques, Carlos Andro, Jo'Maka, A. Winkler, San Ateba et Kilikus jouera les 3 premières semaines d'octobre au 28 rue Dunois Paris XIII^e ; les jeudi, vendredi, samedi et dimanche (Tel : 584.72.00). Entrée : 20 F et 15 F (abonnés)

Soirée actualité... Les radios libres ?

Information ?... Liberté d'expression ?... Avec Radio Aventure, Radio 93, Radio Municipale.

Montage Diapo - Débat

Au C.P.R.A. 51 av. Maréchal Delattre de Tassigny - Bondy ; Tél : 847.07.56

En face de la Mairie
SNCF : Gare de Bondy (Paris Est)
RATP : 105, 303

VENDREDI 6 OCTOBRE A 20 h 45

● Afrique australe : le Front patriotique détruit un pont reliant la Rhodésie avec l'Afrique du Sud

Dans la nuit de dimanche à lundi, les forces patriotiques du Zimbabwe ont fait sauter le principal pont qui relie la Rhodésie à l'Afrique du Sud. La route qui emprunte le pont de Tokwe est un axe stratégique important, elle est doublée par une voie de chemin de fer par laquelle passe la majeure partie du commerce entre les deux pays. Le gouvernement raciste rhodésien a énormément de difficultés pour trouver un itinéraire de remplacement car toute la région est contrôlée par les combattants du Front Patriotique. D'autre part, les autorités rhodésiennes viennent d'interdire le *Zimbabwe Times* seul journal destiné aux Noirs sous prétexte qu'il portait atteinte à la «sécurité publique». Le décret d'interdiction a été signé par le fantoche Muzorewa. Le directeur du *Zimbabwe Times*, Robbie Roberts indique que cette mesure arbitraire privera de leur emploi 300 personnes.

Un journaliste du *Zimbabwe Times* avait été arrêté à la fin du mois dernier sous l'accusation d'avoir publié sans autorisation officielle des nouvelles qui «répandaient l'alarmisme et le découragement», libéré sous caution, il devra passer en «justice» à la fin du mois.

● Namibie : manœuvres des Occidentaux au service de l'Afrique du Sud

Alors que le gouvernement raciste de Pretoria s'est opposé à une véritable accession de la Namibie à l'indépendance, le Conseil de Sécurité de l'ONU, sur proposition des occidentaux, a décidé d'envoyer un «groupe d'assistance de transition de l'ONU» en Namibie. Le but de ce groupe, conformément aux buts des impérialistes occidentaux, est de trouver une solution de conciliation avec l'Afrique du Sud, alors que ce régime raciste a brutalement bafoué les décisions des Nations Unies. Le nouveau Premier ministre Botha a déclaré mardi à Pretoria qu'il maintenait ses positions sur la Namibie : il veut continuer l'occupation militaire et organiser des élections sous-contrôle sud-africain en décembre. Il se déclare cependant prêt à reprendre contact avec les pays occidentaux et affirme que l'organisation d'élections en décembre n'est pas contradictoire avec un règlement patronné par l'ONU. On voit donc qu'une fois de plus, les impérialistes occidentaux laissent une porte de sortie à l'Afrique du Sud, ce qui exclut des sanctions économiques, seul moyen de faire céder le régime raciste qui a annexé la Namibie.

● Algérie : rejet des accusations d'Hassan II

L'agence d'information Algérie-Presse-Service a rejeté les accusations d'Hassan II qui, dans un message au président Boumédiène, avait déclaré que l'armée algérienne se serait livrée à une agression à la frontière avec le Maroc. L'APS déclarait : «Il n'y a aucun contentieux bilatéral entre l'Algérie et le Maroc». Au sujet des opérations du Front Polisario, contre les troupes d'occupation marocaines, l'agence algérienne affirme : «Une telle situation était et demeure complètement indépendante de la volonté de l'Algérie et s'inscrit dans la logique d'une lutte de libération nationale».

● Grande - Bretagne : les services secrets bulgares font une 2^e victime

Vladimir Simeonov de nationalité bulgare a été tué à Londres par un projectile empoisonné comme son compatriote mort il y a quelques jours dans les mêmes circonstances. Simeonov comme Markov étaient réfugiés en Grande-Bretagne où ils travaillaient tous les deux aux émissions en Bulgarie pour la BBC.

Le voyage de Giscard au Brésil

«NE PAS RATER LE COCHE UNE DEUXIEME FOIS»

Le voyage de Giscard au Brésil répond à la préoccupation de l'impérialisme français de conquérir de nouveaux marchés, notamment dans le secteur des biens d'équipement où l'industrie française a beaucoup de mal à s'imposer face à ses concurrents. De leur côté, les Brésiliens sont soucieux de diversifier leurs échanges, de ne pas passer d'une dépendance à une autre.

LE DÉCLIN DES USA

Depuis 1974 surtout, la participation des États-Unis dans la vie économique a décliné au profit de la CEE et du Japon. Ainsi, depuis 1976, les investissements de la CEE sont supérieurs à ceux des USA, qui ne représentent plus que 32 % du total. La même évolution s'observe dans les importations en provenance des États-Unis et dans les exportations. Cependant, les USA restent le premier investisseur étranger.

LE BRÉSIL A LA RECHERCHE DE NOUVELLES CARTES

L'aggravation du contentieux avec les USA incite Brasilia à accentuer sa politique de diversification. Trois points majeurs empoisonnent les relations entre les deux pays : le point sensible est évidemment le nucléaire ; le Brésil est touché de plein fouet par la loi contre la prolifération nucléaire adoptée au printemps dernier par le Congrès. Cette loi contredit les clauses de l'accord signé avec le Brésil en 1972, tributaire pour plusieurs années encore des USA pour l'approvisionnement en uranium enrichi.

Le second point concerne le droit de la mer et plus particulièrement l'exploitation des fonds sous-marins : les USA pensent que le versement de royalties serait suffisant ; le Brésil exige un transfert de technologie pour éviter que les pays industrialisés

n'aient le monopole de l'exploitation des minéraux sous-marins.

Le troisième point de litige — et peut-être le plus facile à contourner —, c'est la politique Carter des droits de l'homme. Si officiellement le Brésil, dans un geste d'humeur, a décidé de refuser l'aide militaire américaine, et fait des efforts pour être indépendant en ce domaine, il y a mille et une manières de trouver des armes, de l'argent et des instructeurs sans passer par les circuits officiels, sans parler d'ailleurs des acquis emmagasinés depuis des années.

De plus, le Brésil voit d'un mauvais œil le Venezuela le remplacer comme «allié privilégié» des États-Unis. Les points de friction sont suffisamment nombreux et importants pour que le Brésil cherche de nouvelles cartes.

L'ALLEMAGNE MIEUX PLACÉE

Dans cette optique, l'Allemagne est évidemment bien mieux placée que la France qui n'est que le septième investisseur étranger dans le pays et le neuvième exportateur. L'Allemagne, comme d'ailleurs le Japon, a su, mieux que l'impérialisme français, s'adapter aux contradictions brésiliennes : association au capital brésilien, investissements à long terme, réalisation locale à 70 % des projets comportant des transferts de technologie, implantation des entreprises dans les régions neuves de développement, notamment en Amazonie. L'Allemagne y a été aidée par la présence d'une importante colonie installée aux lendemains de la guerre.

Si l'Allemagne s'est taillée la part du lion dans la présence européenne au Brésil, il n'en reste pas moins que la dictature brésilienne souhaite ne pas remplacer une dépendance par une autre. Depuis la visite du fasciste Geisel en France en 1976, certaines brèches ont été

faites par l'impérialisme français.

LE BRÉSIL EN CHIFFRES

17 fois la superficie de la France.
120 millions d'habitants
30 millions en état de «pauvreté absolue».
Taux de mortalité infantile : 12 % dans le Nord Est.
Inflation : 40 % par an
Dette extérieure : 25 milliards de dollars
Service de la dette : 4,5 milliards par an environ soit plus de la moitié des recettes d'exportation.

L'ENFER OCRE D'ITAIPU

En avril dernier, un contrat d'un milliard 300 millions de francs a été conclu par Neyrpic (Creusot-Loire) pour la construction d'une centrale hydro-électrique à Tucuruí en Amazonie ; des projets sont en discussion pour une autre centrale à Balbina ; Creusot-Loire a également remporté un contrat pour la construction des turbines et des alternateurs du complexe hydro-électrique de Itaipu. Là se retrouvera la plus grande centrale hydro-électrique du monde, sur le Panama, avec une puissance de 12 900 mégawatts, soit 14 fois la puissance de Creys-Malville. Le PDG de Neyrpic a déclaré que le Brésil était «l'un des marchés les plus intéressants du monde». Dans la poussière ocre d'Itaipu, les ouvriers meurent, malades, blessés par les explosifs, souffrent de la faim et la vie continue au chantier d'Itaipu : parce que pour le capitalisme, ce sont les marchés qui sont intéressants, pas les hommes.

«IL Y A ENCORE DES PLANS A PRENDRE»

En dehors de ces projets colossaux, il faut apprécier à de plus vastes proportions les perspectives de l'impérialisme français : celui-ci a beaucoup de mal à

s'imposer. Il va essayer de trouver des créneaux pour de petites et moyennes entreprises utilisant une technique de pointe et très compétitives dans des secteurs très limités. Outre cela, il pourrait s'agir de l'industrie agro-alimentaire, d'un réseau de transports urbains pour Corto-Alegre, de l'extraction de potasse dans la région de Sergippe au Nord Est. En fait, il n'y aura pas de résultats spectaculaires à ce voyage, mais plutôt une confirmation de projets déjà bien avancés, et une tentative, pas très concrète pour relancer la présence de l'impérialisme français au Brésil. Giscard voudrait faciliter l'octroi des crédits aux PME ; les Brésiliens demandent en échange que la législation française soit moins protectionniste. Il n'y aura pas de cadeau ni d'un côté, ni de l'autre. Comme l'indiquait un diplomate : «Il faut perdre l'idée que le Brésil est un pays de cocagne pour l'industriel étranger. Les conditions deviennent plus dures. Mais il y a encore des places à prendre.»

APRES LE MIRACLE DES LENDEMAINS MOROSÉS

Les conditions sont d'autant plus dures qu'on ne parle plus du «miracle brésilien» qu'au passé. Avec une inflation qui dépassera les 40 % cette année, avec un endettement considérable, des déséquilibres structurels qui se sont accentués et une stagnation du marché intérieur, le Brésil est en train de payer le prix d'une croissance sauvage. Après le boom du café, un tassement s'est produit ; une sécheresse prolongée s'est abattue cette année non seulement comme toujours au Nord Est, mais aussi au Sud, région vitale pour l'agriculture du pays.

UN PAYS OU ON MEURT DE FAIM

Le pays où est Giscard est un pays où on meurt de faim, où la torture est pratiquée courante, où le 15 octobre prochain, doit se dérouler la farce des élections présidentielles, dont le résultat est connu d'avance, où l'intronisation du dauphin de Geisel, le général Figueiredo, va tenter d'assurer la continuité d'une des dictatures fascistes les plus sanglantes d'Amérique Latine. De cela, des droits de l'homme, Giscard n'a pas dit un mot, il ne dira pas un mot. Une fois de plus, l'impérialisme français abandonne la question des droits de l'homme pour un plat de lentilles qu'il n'est même pas sûr d'obtenir.

Helène VARJAC

POLOGNE : LIBÉRATION DE MEMBRES DU KOR

Les membres du KOR qui avaient été arrêtés à la frontière tchécoslovaque alors qu'ils se rendaient à une rencontre avec les opposants tchèques de la Charte 77 ont été relâchés. Ces arrestations ont d'une part montré une fois encore à quelle étroite surveillance policière étaient soumis les membres du KOR et d'autre part quel empressement le gouvernement polo-

nais mettait à empêcher toute coordination entre mouvements d'opposition en Pologne et en Tchécoslovaquie.

NICARAGUA : GOUVERNEMENT PROVISOIRE EN EXIL

Un porte-parole du Front sandiniste a annoncé la formation d'un triumvirat qui devra s'installer au gouvernement après le renversement de Somoza. Il est composé d'un membre du groupe des douze proches du Front sandiniste, d'un repré-

sentant d'une formation proche des entrepreneurs privés. La constitution de ce gouvernement constitue une avancée notable dans le regroupement de l'opposition au tueur Somoza.

UNE BOMBE DÉCOUVERTE DANS UNE COLONIE SIONISTE DU SINAI

Mardi, une bombe a été découverte par des policiers sionistes sur une plage proche de Yamit, une des principales implantations des colons sionistes au Sinaï.

DES CHINOIS EXPULSÉS DE SAÏGON TÉMOIGNENT

(Suite et fin)

EXCLUSIF

Correspondance de Chine

Le sort réservé aux ressortissants chinois par le gouvernement vietnamien est un des aspects inquiétants que présente aujourd'hui sa politique. Ce sont deux des victimes de cette discrimination dont nous avons commencé à publier hier le témoignage.

Après avoir décrit les conditions dans lesquelles se déroule l'envoi des ressortissants chinois dans les «nouvelles zones économiques», ces deux témoins ont réfuté l'accusation lancée contre cette communauté de spéculer sur les grains. Ils ont indiqué que les difficultés d'approvisionnement provenaient principalement de la politique menée à l'égard des paysans ; ils ont ajouté que de nombreux cadres venus du Nord du pays, aggravent encore cette situation en spéculant. Enfin, ils ont souligné la discrimination dont faisaient l'objet les ressortissants chinois dans la politique menée à l'égard des commerçants et artisans. C'est sur ce point qu'ils poursuivent.

— Quelle est la réaction de la population vietnamienne, face à de telles mesures discriminatoires ?

Lin : Au début, la population était d'accord avec ces mesures de transformation du commerce. Les gens pensaient que c'était inévitable. (...) Une semaine après la mise en pratique de cette campagne de «transformation du commerce» les masses ont déserté les réunions, les manifestations organisées pour soutenir cette politique. Beaucoup disent : «On ne voit pas l'avantage de ces campagnes. Ça engraisse les cadres qui deviennent encore plus riches. Nous n'aimons pas ces campagnes».

Then : Si cette campagne enrichit les cadres, elle appauvrit la population. En effet, cette campagne avance secteur par secteur. Quand un secteur est touché, les marchandises en question disparaissent du marché. (...)

Les habitants des villes ont droit chacun à une ration de 9 kg de céréales par mois. Or cette ration est composée de plus en plus de blé, de farine, de nouilles, de patates. Or au Sud, on est habitué à manger du riz. Le riz disparaît presque des rations alimentaires.

— J'ai entendu dire qu'il y avait eu des manifestations de Chinois à Saïgon, pour protester contre les discriminations. Était-ce à ce sujet ?

Lin : Pas exactement. C'était contre l'extension du recrutement forcé dans l'armée, et contre leur envoi sur le front du Cambodge. Le gouvernement vietnamien nous a dit : «Votre gouvernement soutient le Cambodge pour nous combattre. Donc, nous allons vous obliger d'aller au front pour combattre les Cambodgiens». Les jeunes ont refusé et ont manifesté. La police a arrêté les manifestants.

Le recrutement dans l'armée est obligatoire pour nos enfants, sous prétexte qu'ils sont Vietnamiens. En fait, le gouvernement actuel s'appuie sur la nationalisation forcée qu'a pratiquée le gouvernement fantoche : à cette époque, les papiers d'identité chinois étaient confisqués et remplacés par des papiers vietnamiens.

D'autre part, le gouvernement vietnamien a allongé l'âge du recrutement : avant c'était 17 ans puis ça a été 25 ans, et aujourd'hui c'est 30 ans. Pourquoi ? Le gouvernement vietnamien veut une armée puissante pour devenir «le grand maître de l'Asie du Sud-Est». (...)

Les rapports avec l'URSS

— La revue Granma journal de Cuba, a dit il y a 2 mois environ, que des «coopé-

rants» cubains se trouvaient au Vietnam. Le gouvernement chinois, d'autre part, dénonce les intrigues du social-impérialisme derrière les persécutions des Chinois. Qu'en est-il de la présence de l'URSS au Vietnam ?

Lin : Je n'ai pas vu d'experts militaires soviétiques de mes propres yeux. Cependant, selon les cadres et les masses du Vietnam du Sud, les Soviétiques sont en train de construire une grande base militaire à Camran (ancienne base US). Les habitants du Sud ont beaucoup d'antipathie pour l'URSS. Déjà, six mois avant la fête de la Révolution d'Octobre, le gouvernement a fait une propagande monstre sur l'URSS à travers toutes les mass media (...). Les réactions populaires au Sud ont été très hostiles (...). D'ailleurs, aujourd'hui, le terme soviétique est devenu une épithète péjorative. Par exemple, quand une voiture tombe en panne dans la rue, on dit : «C'est une voiture soviétique» ; quand le poisson est pourri, on dit : «C'est du poisson soviétique» ; quand une balance est fautive, on dit : «C'est une balance soviétique...» (...).

— Sur le plan économique, y a-t-il une pénétration de l'URSS ?

Then : Les gérants sont toujours Vietnamiens. Mais il y a déjà des techniciens soviétiques. Le bruit court, parmi la population que le peuple fait le finissage industriel pour le gouvernement, et le gouvernement pour l'URSS.

Il y a au sud, deux grandes usines de farine, très modernes, très rentables. Aujourd'hui, ces usines travaillent surtout pour l'URSS. On voit les navires d'URSS, apporter le blé à l'usine, et après le finissage, ils remportent la farine en URSS. Certains produits agricoles, tels l'arachide, et les produits maritimes, sont exportés vers l'URSS.

Un autre exemple : l'industrie plastique : des plaques de toile, parmi les meilleures qualités, sont exportées vers l'URSS. Celles de mauvaise qualité restent au Vietnam.

L'URSS a «proposé» au Vietnam de faire sécher des bananes avant de les charger sur les navires. Le gouvernement vietnamien a organisé massivement des usines de séchage. Mais l'URSS procède à un triage très sévère des bananes, après le séchage. Elle ne récupère que 4/10 ou 5/19 des bananes séchées ! C'est une perte importante pour les paysans et les usines. La population dit : «Les Soviétiques sont encore plus cupides que les Français, les US, et même que les Japonais».

— Depuis quand, à votre avis, date l'alignement du

gouvernement du Vietnam sur l'URSS ? Est-il antérieur à la libération de 1974 ?

Lin : A notre avis, cela vient de loin. Selon ce que disent eux-mêmes des cadres vietnamiens, on peut estimer que c'est après la chute de Lui Chao Chi, au début de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne.

Avant, le Vietnam et la Chine avaient une politique proche, dans le domaine commercial et agricole par exemple. Il y avait une très grande ressemblance. Mais, une partie des cadres du Nord recherchaient une vie agréable. Après le début de la GRCP, ils ont eu peur qu'une telle révolution se déroule chez eux, ce qui

prit : que sont devenus les cadres du Sud ? Ceux qui ont dirigé, pendant de nombreuses années, la lutte acharnée au Sud ?

Lin : Je puis vous affirmer que tous ont été déçus. Nguyen Huu Tho et Nguyen Yhi Binh par exemple, auraient voulu faire autrement.

Beaucoup d'anciens combattants du Sud ont été écartés, exclus du gouvernement. Ceux qui résistent, sont arrêtés. Le gouvernement n'ose pas encore toucher aux anciens dirigeants importants du FNL, surtout ceux qui ont un renom international. Ceux qui sont arrêtés, ce sont les cadres secondaires et les

par le gouvernement central (venant du Nord). Les chefs locaux — cadres à l'échelon du district — ont été arrêtés. C'est à ce niveau que frappe le gouvernement central.

Then : Cela revient à dire, que tout le pouvoir est dans les mains des «envoyés» du Nord. D'ailleurs, celui qui dirige le Sud, est un membre du comité politique du parti du Nord : Le Duc-tho. Son frère, toujours du Nord, Mai Chi-tho est responsable du travail de sécurité au Sud.

Ceci c'est au niveau supérieur. Mais il en est de même pour les niveaux inférieurs. Ce sont tous des cadres venus du Nord, qui sont chargés du travail intermédiaire, ou à la base. Le moindre petit chef de la sécurité est obligatoirement un cadre venu du Nord.

Des atteintes à l'unité populaire

Lin : Il faut aussi parler de la répression qui touche aussi les religieux, qui ont une position nettement anti-impérialiste et qui ont participé aux côtés du FNL aux combats pour libérer le Sud. C'est le cas, par exemple, des bouddhistes de la pagode An Quang. C'est un temple très puissant, très influent qui a rassemblé, et rassemble, de nombreux intellectuels opposés à l'impérialisme US. Avant la libération, il avait signé les «10 grands points politiques» avec le FNL et le programme anti-US.

Ce temple a eu un grand rôle lors du soulèvement de 1963 qui a renversé le régime de Ngu Diem. Aujourd'hui, il est victime des persécutions, particulièrement, son clergé. Ils ont dénoncé les cadres du Vietnam Nord qui se conduisent «comme des vainqueurs».

Les catholiques également ont été accusés pour les mêmes raisons de complot contre le gouvernement. Plusieurs ont été arrêtés.

Or il ne faut pas oublier que les habitants du Sud, et surtout de Saïgon, prêtent une grande attention aux activités des religieux. Même 3 ans après la libération et bien que leurs activités soient limitées sévèrement.

— Quelle est la réaction de la population du Sud à ce phénomène ?

Then : Il y a un conflit généralisé larvé avec des cadres venus du Nord. Si vous parlez l'accent du Nord, pour demander votre chemin, ou bien on ne répond pas, ou on donne une fausse réponse.

On peut dire que la majorité de la population adopte une attitude de non-coopération.

Bien sûr, il ne faut pas exclure l'existence d'une petite minorité qui flatte ces cadres, pour obtenir quelques postes de subordonnés !



Une photo prise le 19 mai à Tunghsing sur la rivière Peilun dans le Kwangsi, montre que les résidents chinois expulsés par les autorités vietnamiennes sont sous la surveillance vigilante des mousquetaires des hommes de l'armée vietnamienne et sous surveillance personnelle au débarcadère de Mong Cai le long du Peilun

aurait remis en cause leur pouvoir et leur style de vie.

Peu à peu, ils se sont donc rapprochés de l'URSS et de sa ligne. Et ils ont commencé à fabriquer, parmi la population, du mécontentement envers la Chine. C'est ce qu'ils continuent de faire encore aujourd'hui (...)

Quelques questions sur la réunification

— Vous parlez beaucoup de la corruption des cadres, particulièrement ceux du Nord. Vous avez dit que ces derniers se conduisaient en vainqueurs.

Une question vient à l'es-

cadres de base. Mais les dirigeants du FNL sont écartés de tout pouvoir réel.

Je vais vous donner un exemple : dans la province de Cin Long, le vice-secrétaire du comité d'un district de la province a, pendant une semaine, résisté contre les officiers envoyés par le gouvernement (ils venaient du Nord) pour assurer l'administration. A la fin, il a été arrêté. C'était un ancien cadre du FNL. Cela se passait à la fin de 1976. Un autre cas qui s'est déroulé fin septembre 1977 : dans la même province, dans un autre district, il s'est produit également un conflit entre un dirigeant de ce district, ancien FNL, appuyé par la population, et ceux envoyés

INTERNATIONAL

MOYEN-ORIENT :

SOMMET ARABE
CONVOQUÉ PAR L'IRAK

A la suite des entretiens qui ont eu lieu entre le vice-président irakien et le prince Fahd d'Arabie Saoudite, les deux pays ont reconnu la nécessité de la réunion dans les

délais les plus brefs d'un sommet des souverains et chefs d'Etat arabes à Bagdad. Selon le porte-parole saoudien, l'Arabie saoudite a exprimé son accord sur les propositions irakiennes

destinées à « restaurer la solidarité arabe et écarter les menaces qui planent sur le monde arabe. » Koweït a également exprimé son soutien à « l'initiative irakienne en faveur du rétablissement de la solidarité inter-arabe. » Les émirats arabes unis se sont également alliés à cette initiative. Hussein a également exprimé son soutien complet à la proposition irakienne. « La réunion d'un sommet arabe dans les circonstances actuelles permettra aux dirigeants arabes de convenir d'un plan d'action commun pour mettre un terme à l'état de division qui ronge les capacités des pays arabes » souligne le communiqué du gouvernement jordanien.

La proposition irakienne a remporté l'adhésion des pays qui, n'appartenant pas aux pays dits du « Front de la fermeté » avaient exprimé leur hostilité aux accords de Camp David. Il reste à connaître la réponse que les pays qui ont participé au sommet de Damas apporteront à cette proposition, notamment celles de l'OLP et de la Syrie.

RALLIER L'ÉGYPTE ?

L'Irak a affirmé par ailleurs qu'il était « prêt à envoyer immédiatement des forces militaires en Syrie pour garantir la force

arabe de confrontation avec l'ennemi sioniste ». Dans le même communiqué publié dimanche soir, l'Irak proposait « la création d'un fonds arabe doté d'une allocation annuelle d'au moins 9 milliards de dollars pour assurer les charges financières de la bataille et soutenir l'Égypte si celle-ci renonce aux accords de Camp David... Celle-ci recevrait une assistance annuelle de 5 milliards de dollars du fonds arabe... Les diverses contributions seraient réparties comme suit : Irak, 1^{er}, Lybie, 1,5^{er} ; Arabie Saoudite, 3^{er} ; Koweït : 1,5^{er} ; Emirats arabes, 1^{er} ; Algérie, 500 millions ; Qatar, 500 millions. » Lundi, l'agence de presse irakienne annonçait que la Jordanie, Bahrein et Qatar avaient approuvé le communiqué irakien. Cette proposition, contenu essentiel de l'initiative irakienne, paraît destinée à rallier l'Égypte et pourrait, si elle est reprise par les autres États arabes comme le laissent supposer les communiqués des pays du Golfe, permettre de restaurer l'unité arabe.

De son côté, le ministre libyen des Affaires étrangères rendait visite à Bourguiba dans le cadre des consultations arabes à la suite de Camp David.

*Milliards de dollars.

ALGERIE-URSS :
DECLARATIONS INQUIETANTES

« La coopération algéro-soviétique constitue pour notre Parti du FLN et le gouvernement une option irréversible et durable, visant au renforcement des liens d'amitié et de solidarité et de coopération existant entre nos deux pays... Elle s'inscrit par ailleurs dans le cadre de la stratégie visant au renforcement des liens de solidarité entre les forces progressistes éprises de paix qui luttent en faveur d'un ordre international marqué par la justice, l'équité et le rapprochement entre les peuples sans aucune discrimination » a déclaré à la radio de Moscou le ministre algérien de la Construction, au cours d'une visite en URSS.

LA PREMIERE CENTRALE
NUCLEAIRE SOVIETIQUE
DANS LE TIERS-MONDE
SERA LIVREE A LA LIBYE

Le président de la Commission soviétique sur l'énergie atomique, Petrossiantz, a déclaré au cours de son passage à Paris que la Libye et l'URSS avaient signé un accord par lequel l'URSS s'engageait à livrer une importante installation nucléaire comprenant une centrale de 300 mégawatts, un centre de recherches et des laboratoires. Hors du Comecon, la Libye et la Finlande sont les seuls pays à recevoir du matériel nucléaire soviétique. « A cause des besoins intérieurs, nous sommes contraints de rejeter les commandes étrangères de matériel nucléaire », L'offensive diplomatique de l'URSS en direction des pays arabes et la politique suivie à l'égard de la Libye depuis trois ans sont les seules explications permettant de comprendre cette exception.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 5 octobre

TF 1

18 h 25 - Un, rue Sésame
18 h 55 - Christine
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Allégra. Film en cinq épisodes d'après le roman de Françoise Mallet-Joris.
21 h 30 - L'événement.
22 h 30 - Journal
22 h 40 - Le trio infernal. Film de Francis Girod (1974). Avec Michel Piccoli et Romy Schneider. Étude de mœurs.

A2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Assemblée nationale
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Hommage à Jeanne Moreau.
22 h 05 - Courte échelle pour grand écran
23 h 00 - Journal et fin

FR 3

18 h 55 - Tribune libre : Choisir.
19 h 10 - Informations
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Fellini-Satyricon. Film de Federico Fellini (1969). Étude de mœurs antiques.
22 h 45 - Journal et fin

Vendredi 6 octobre

TF 1

19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Mireille. Opéra de Charles Gounod, d'après le poème de Frédéric Mistral.
22 h 40 - Expressions. Magazine.
23 h 55 - Journal et fin.

A2

19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Médecins de nuit. Série en six épisodes.
21 h 30 - Apostrophes : l'amour, toujours l'amour.
22 h 40 - Journal
22 h 45 - Les fraises sauvages. Film d'Ingmar Bergman (1957) en v.o. sous-titrée. Étude romanesque.
00 h 15 - Fin

FR 3

18 h 55 - Tribune libre. Action catholique des enfants.
19 h 10 - Informations
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Il était une fois... l'homme
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le nouveau vendredi : vivre ailleurs. La décentralisation du secteur tertiaire. PTT, Météo, banques.
21 h 30 - La France musicale : musique en Aquitaine

imro: des travailleurs aux pieds nus

23^e épisode La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)

Editions Fédérop

L'inexistence de ce soutien syndical atteignait le moral de bon nombre d'entre nous. Quand les occupants seront continuellement en activité, collant, rédigeant, manifestant, se démenant de tous les côtés pour casser cette inertie que l'on dressait devant nous, face à nous, implacablement, nous en avions ras-le-bol. Rarement une telle rage, une telle hargne pour se donner les moyens de gagner, pour remuer l'apathie froide et glacée qui nous cernait, n'avait été employée. C'était notre refus de crever sur place, d'être en réalité des condamnés et peut-être déjà des exclus. Une phrase révélatrice de Yoyo était d'expliquer au cours des meetings qu'« à l'IMRO, ce n'était pas une occupation bourgeoise ». Ces termes-là sont soigneusement pesés, il faut savoir ce que représente pour nous la valeur de ces mots. Car on en aura bavé.

Le 27 janvier 1976, nous sommes vingt travailleurs à être convoqués au tribunal de Rouen car nous occupions les locaux de l'entreprise. Quelques jours avant, nous avions imprimé pour les travailleurs de la voirie de Rouen plusieurs séries d'affiches et des dizaines de milliers de tracts. Nous avions invité les camarades de la voirie à assister à notre procès. Le délégué syndical nous verra rassemblés devant le Palais de Justice et alors qu'il savait les raisons de notre présence en ce lieu, il détournera la tête pour pouvoir mieux poursuivre son chemin, sans s'arrêter. Ça nous foutait un sacré coup dans les patates. Car face à tous ces flics qui étaient présents cela commençait à devenir un peu clair surtout quand on verra la présence des responsables de l'Union locale et de l'Union départementale C.G.T. : elle était infime, quelque chose ressemblant à un vague symbole. Alors que dès la notification de nos convocations, nous avions prévenu en premier lieu nos instances syndicales qui, nécessairement, car c'était leur fonction, devaient prendre les

mesures qui s'imposaient. De notre côté, nous appellerons tous ceux qui nous soutenaient à venir assister à l'audience. De très nombreux camarades répondront à notre appel et les résultats étaient criants : les seules personnes présentes étaient celles que nous avions mobilisées nous-mêmes, parfois des sections syndicales seront présentes en tant que telles, les rares sections C.G.T. avaient été prévenues... par les sections C.F.D.T.

Pour un jugement en référé, il y aura rarement eu autant de monde et les seules organisations politiques qui avaient répondu à notre appel étaient d'extrême-gauche. Pour entrer au tribunal, il nous faudra forcer les barrages des flics qui prétendaient laisser le passage aux vingt coupables. On imposera notre entrée en masse, la salle d'audience sera une nouvelle fois pleine à craquer, des copains resteront dans les couloirs avec des flics. L'avocat qui plaidait pour les syndicats expliquait que nous étions un trouble public car nous étions les responsables de la mort de nos patrons : l'envolée oratoire était tellement ridicule et théâtrale que nous ne pouvions qu'être pris de fou-rire.

La sentence fut prononcée et, après la notification du jugement, nous devons libérer les locaux de l'entreprise dans les 48 heures suivantes car il fallait « faire cesser un trouble manifestement illicite » d'après la justice de classe. Face à ce verdict, les travailleurs du Livre de Rouen et d'Elbeuf avaient décidé un rassemblement à la préfecture de la Seine-Maritime en débrazant dans les imprimeries. Sauf à « Paris-Normandie », car le secrétaire de la section presse, quinze minutes avant l'arrêt de travail prévu, fut invité dans les bureaux de la direction du quotidien local. A l'origine, nous avons toujours cru qu'il s'agissait soit d'un préjugé soit d'un manque de caractère quand il était affirmé que « quand on

entre dans le bureau du chef, on en ressort avec les idées de celui-ci ». C'est un peu ce qui arriva : le secrétaire de la section presse, entre autres conseiller général du Parti Socialiste, revint des bureaux de la direction avec les idées du chef. Il n'y avait plus de débrazage à faire. Inutile de préciser qu'au sein des ateliers du quotidien, des camarades se posèrent bon nombre de questions face à une telle attitude, à une telle force de conviction dans la conscience de classe. Il est vrai qu'au P.S., c'est un machin pas très connu... On pardonne, bon comme on est !

Ces nouvelles déconvenues rejoignaient celles que nous avions connues en voulant mettre en place un Collectif des Travailleurs du Livre de Rouen. Dans nos esprits, ce collectif s'imposait car le comité syndical devenait de plus en plus inexistant. Non seulement le comité se reposait principalement sur l'IMRO, mais les membres de la section presse n'étaient pas les premiers au niveau de l'assiduité. De plus, le comité syndical n'était pas adapté à la lutte que nous menions en ce sens qu'il ne se réunissait qu'une fois par mois pour examiner les problèmes revendicatifs des imprimeries, c'est-à-dire sur des ordres du jour absolument étrangers à notre occupation. D'autre part, planifier une lutte un mois à l'avance n'est pas une pratique très efficace et très connue ! Par conséquent, le comité syndical de la section du Livre locale était handicapé pour apporter des propositions de lutte aux occupants de l'IMRO, surtout avec la lutte que nous connaissions, pleine de rebondissements du fait de l'activité qui régnait continuellement dans l'imprimerie occupée.

A suivre

Pour mieux lutter

CONNAITRE L'ECONOMIE

BUDGET 79 Ceux qui paieront la note

Quelques chiffres

• Augmentation des «recettes de poche» (tabac, carte grise, alcool, essence...) 6,3 milliards de recettes supplémentaires qui se répartissent de la manière suivante :

— Alcool : + 10 % des droits.

Pour un litre d'alcool pur, ces droits passent ainsi de 38,80 F à 42,20 F. Ce qui représente 2 F d'augmentation pour un apéritif à 45 % d'alcool. (Recettes supplémentaires : 580 millions de francs).

— Tabac : + 8 % du prix. (Recettes supplémentaires : 563 millions de francs).

— Essence : 0,13 F pour le super ; 0,12 F pour l'ordinaire ; 0,10 F sur le gas-oil ; 0,044 F sur le fuel domestique (+ 5 milliards de francs)...

— Carte grise et permis de chasse : + 10 % (22 F par CV contre 20 F).

— Droits de timbre sur les cartes d'identité nationale : 30 F au lieu de 18 F.

— Droits de timbre pour le renouvellement de la carte de séjour des étrangers : 40 F au lieu de 25 F (+ 59 millions pour ces derniers postes).

A cela, il faut ajouter la redevance télévision (taxe parafiscale inscrite au budget). Elle passera de 178 F à 207 F (+ 16,3 %) pour le noir et blanc, de 267 à 310 F (+ 16,1 %) pour la couleur.

• Du côté des impôts directs.

Un certain nombre de mesures concernent des revenus non salariaux (les loyers par exemple) et les hauts revenus, en fait de faible rapport et pour beaucoup qui ne seront applicables qu'en 1980.

— Ce qu'il faut retenir, ce sont les 900 millions de recettes supplémentaires obtenues du fait que les indemnités journalières, versées en cas de maladie aux assurés sociaux et qui échappaient jusqu'à présent à l'impôt, ne seront plus exonérées, sauf dans le cas des prestations versées à titre de l'assurance maternité et à celui des accidents de travail.

— La mesure essentielle est celle qui touche l'ensemble des revenus, principalement les salaires : tous les barèmes de l'impôt sur le revenu sont relevés de 90 %, sauf les deux plus élevés, qui ne le sont que de 5 %. L'application de ces taux sur les barèmes est censée corriger (de manière inégale) l'effet de l'inflation, de la hausse des prix, sur les revenus. La question est de savoir si le taux appliqué est «représentatif» de celui de la hausse des prix. Si la réponse est non, comme il semble bien que ce soit le cas (on s'achemine vers un taux supérieur à 10 % pour 1978), cette mesure d'allègement fiscal se transforme en son contraire.

— Enfin, la fiscalité des entreprises bénéficie de certains allègements qui représentent 286 millions de francs de perte de recettes pour l'État, réduisant d'autant la part déjà relativement faible de cet élément fiscal dans l'ensemble des recettes.

Le mercredi 20 septembre, lors de son allocution télévisée de rentrée, Barre nous assurait, à propos de son projet de loi des Finances pour 1979, que, du côté impôt, les taux des trois principaux impôts, qui assurent ensemble les trois quarts des recettes fiscales de l'État, resteront inchangés en 1979, soulignant qu'il tenait ainsi ses promesses du Programme de Blois.

Tout compte fait, il n'en est rien ! De manière générale, la pression fiscale s'aggrave en France et cela tant du fait des

collectivités communales ou départementales (très désargentées et supportant le financement d'équipements qui excède de beaucoup leur capacité financière), que de celui de l'État.

Rapportée à l'ensemble des richesses produites sur l'hexagone, aux prix de l'année courante, cette ponction n'a jamais cessé d'augmenter depuis 1973 : 21 % en 1973, 22,8 % en 1976, 22,4 % en 1977. Deux raisons concourent à cet état de fait. Les charges des budgets de crise

s'alourdissent d'année en année ; un certain nombre de «frais sociaux» de la crise sont devenus quasiment incompressibles et progressent, exigeant de nouvelles recettes. De l'autre côté, les résultats de la production, l'ensemble des revenus distribués ne progressent pas aussi vite, rendant toujours d'année en année plus étroite la possibilité du prélèvement fiscal, sinon en aggravant la charge. Ainsi, selon le rapport économique qui accompagne la présentation du projet de loi des Finances pour 1979, les recettes fiscales auront augmenté dans les deux années écoulées (1977 et 1978) de 29,8 % (non corrigé de la hausse des prix), alors que les résultats de la production ou l'ensemble des revenus distribués n'auront progressé que de 28,5 %. Pour 1979, l'écart est plus net : 15,3 % pour l'impôt, 14,3 % pour la production et les revenus. En fait, Barre ne peut pas tenir ses promesses !

UN BUDGET TOUJOURS INEQUITABLE

Papon, secrétaire d'État au Budget, nous signalait l'effort «moralisateur» des mesures prises et le caractère «équitable» du budget 1979. Or, sous cet angle, l'évolution de la fiscalité ne semble pas indiquer de changement significatif, l'essentiel reste supporté soit par les revenus, les salaires des familles populaires, soit par leur consommation.

1°) Les impôts sur la consommation, particulièrement lourds et par définition spécialement injustes car ces impôts frappent «aveuglément» et ne progressent pas en fonction des moyens des contribuables, restent lourds : 56 % de l'ensemble des impôts.

2°) Les impôts directs voient leur part augmenter. L'impôt

progressif sur le revenu rapporte désormais plus de 20 % de la fiscalité d'État contre 15 % en 1973. Par contre, l'impôt sur le bénéfice des sociétés diminue. Deuxième raison : les faillites et la stagnation, les mesures prises par Barre depuis 1976 d'allègement fiscal pour inciter à l'investissement.

3°) Les impôts sur la fortune restent toujours aussi modestes : 5,8 % de la totalité des impôts.

En cette période de crise, le budget de l'État bourgeois est, à côté du chômage et de l'inflation, un élément de plus en plus lourd de l'oppression des travailleurs et de leur famille.

Chômage : la caisse à sec

Pour la première fois depuis la création de l'allocation - assurance - chômage, l'UNEDIC, organisme paritaire, se trouve confronté à un problème majeur en cette période de crise : où trouver de l'argent pour continuer à honorer les droits des chômeurs ? De plus, cette crise financière de l'UNEDIC se présente au moment où l'État est obligé d'intervenir pour boucher les trous de l'assurance-maladie de la Sécurité Sociale. Mais là, Barre déçoit les espoirs du CNPF et des syndicats qui comptaient sur son «aide» afin d'empêcher que l'UNEDIC se trouve d'ici à la fin de l'année en situation de cessation de paiement.

Une contradiction qui, une nouvelle fois, révèle les principales orientations de la politique économique de Giscard-Barre : l'effort financier de l'État doit aller prioritairement à la création de nouveaux emplois (3 milliards pour le Fonds d'adaptation industrielle et 1,5 milliard pour le Pacte national pour l'emploi des jeunes et des femmes), c'est-à-dire aller gonfler les profits des entreprises pour une relance (de plus en plus hypothétique) des investissements industriels.

Alors, que faire ! Faire payer les patrons ? Le CNPF est ferme. Après la libération des prix, il ne désespère pas d'obtenir un allègement des fameuses charges sociales qui paralyseraient le patronat ! Et puis, rappelle-t-on de ce côté : il s'agit là d'une promesse du programme de Blois (stabiliser les charges fiscales et sociales des entreprises).

Où diminuer le taux d'indemnisation du chômage ? C'est la menace que gouvernement et patronat ne vont pas manquer de faire planer. Les négociations en cours avec les syndicats, où la suppression des indemnités à 90 % pour certaines catégories de chômeurs est agitée, seront le premier terrain d'essai.

IMPOTS POUR UN SALARIÉ MARIÉ

A - SANS ENFANTS (DEUX PARTS)

Salaire brut		1978		1979	
En 1977	En 1978	Impôt dû (en francs)	Impôt dû (en francs)	Impôt dû (en francs)	Impôt dû (en francs)
20 000	22 000	—	—	—	—
30 000	33 000	845	845	949	949
40 000	44 000	1 925	1 925	2 151	2 151
50 000	55 000	3 365	3 365	3 735	3 735
60 000	66 000	5 075	5 075	5 632	5 632
80 000	88 000	9 178	9 178	10 201	10 201
100 000	110 000	14 498	14 498	16 088	16 088
120 000	132 000	20 258	20 258	22 424	22 424
200 000	220 000	44 755	44 755	49 428	49 428
300 000	330 000	80 763	80 763	89 620	89 620
500 000	550 000	176 853	176 853	200 235	200 235

B - AYANT DEUX ENFANTS (TROIS PARTS)

30 000	33 000	—	—	—	—
40 000	44 000	728	728	830	830
50 000	55 000	1 808	1 808	2 018	2 018
60 000	66 000	2 888	2 888	3 227	3 227
70 000	77 000	4 328	4 328	4 811	4 811
80 000	88 000	5 813	5 813	6 469	6 469
100 000	110 000	9 443	9 443	10 500	10 500
120 000	132 000	13 766	13 766	15 302	15 302
200 000	220 000	36 146	36 146	39 971	39 971
300 000	330 000	67 133	67 133	74 141	74 141
500 000	550 000	151 879	151 879	173 453	173 453

Sur la base d'un taux de progression des salaires bruts de 10 % entre 1977 et 1978, taux qui est théoriquement légèrement supérieur à celui de la hausse des prix, selon les hypothèses de Barre, on peut se rendre compte des résultats : pression fiscale accrue pour l'ensemble des salariés. Malgré les 9 % appliqués au barème, correctif de la hausse des prix !

Un rapport de l'INSEE

«Rien ne permet d'espérer une amélioration... »

Un rapport de l'INSEE note : «La production semble stabilisée à un niveau un peu en retrait par rapport au printemps.» Il s'agit de la conclusion d'une enquête menée par l'INSEE auprès de 2 500 chefs d'entreprise. Rapport qui vient en quelque sorte à point pour contredire les conclusions optimistes de Barre : «Grâce aux progrès du franc et du commerce extérieur... encore un peu de patience et d'effort... je vois une nette amélioration en 1979...»

En effet, selon ce même rapport, pas de forte reprise à attendre au second semestre (et nous sommes début octobre !). Du côté des investissements (indice décisif pour une économie capitaliste), rien de concluant d'ici la fin de l'année. Et tout le reste est sur le même ton : «Les stocks de produits finis continuent d'être jugés supérieurs à la normale, mais d'une façon moins affirmée

qu'en juillet par suite d'un fléchissement dans les biens de consommation. Les carnets de commande, jugés inférieurs à la normale, apparaissent moins garnis qu'en mai-juin. Les carnets étrangers se sont un peu améliorés et la tendance de la demande extérieure est mieux orientée.»

Si l'on affine l'analyse selon les principaux secteurs, les perspectives restent toujours inquiétantes.

Dans le secteur des biens d'équipement, si un redressement est noté dans l'informatique, l'électronique et la mécanique de précision, par contre dans la fabrication de machines et la construction électrique : stagnation, voire même légère diminution de la production. Seul le commerce extérieur, bien hypothétique, peut laisser espérer un lent redressement.

Dans le secteur des biens de

consommation, après le fléchissement du premier semestre, les patrons espèrent une «stabilisation» de la baisse (!). Les pressions accrues (hausse des prix, impôts directs et indirects, blocage des salaires...) sur la consommation des familles ne permet guère d'espérer une relance de ce côté. Un seul point quelque peu satisfaisant : l'automobile qui voit ses stocks se dégonfler légèrement du fait d'une reprise des exportations. Enfin, dans les biens intermédiaires, les perspectives sont, sans ambiguïté, à la baisse : «Sidérurgie, première transformation des métaux, matériaux de construction, chimie et industries polygraphiques.» Et cela, sans que les experts de l'INSEE puissent discerner un prochain changement. En somme, faute de pouvoir sortir de la crise, la perspective offerte est la stabilisation de la crise et cela depuis déjà 1976... !

PTT (Créteil - CTA) **EN GREVE** **CONTRE LA REPRESSION,** **POUR LES EFFECTIFS**

Après la grève de mardi, largement suivie, le personnel exprime de nouveau son profond mécontentement. Des faits : mercredi à la prise de service de 20 heures, l'encadrement donne l'ordre à trois préposés de passer de l'ouverture des liasses de lettres au transbordement départ. Cette opération est destinée à faire partir le maximum de courrier à l'heure prévue et de faire croire que tout va bien à Créteil CTA. L'administration fait ainsi le choix de masquer la pénurie d'effectifs aggravée par le départ d'une quarantaine d'auxiliaires saisonniers. Gérer la pénurie pour l'administration se traduit par le dépla-

cement fréquent du personnel : les trois préposés désignés d'office refusent de changer de position de travail alors que dans leur service il manque déjà des effectifs. Ce refus entraîne des sanctions.

Les trois organisations syndicales CGT, CFDT, FO appellent à une assemblée générale à l'issue de laquelle le personnel a obligé le chef de centre à accorder une audience aux syndicats. Celui-ci refusait de céder, et maintenait les sanctions, expliquant que «de toute façon, la situation ne changerait pas demain.» Les trois organisations syndicales appelaient le personnel à débrayer à

minuit, débrayage suivi à plus de 70 % et à 100 % en ce qui concerne les préposés. Les deux brigades du matin reconduisaient majoritairement l'action.

La question est posée chez la plupart des préposés du centre : tirant les enseignements de la grève de février (affaire Llamas), du renforcement de la lutte sur le centre qui passe aussi par son élargissement. Aussi l'occupation décidée à minuit par les camarades du CTA de Pontoise est suivie avec attention.

Effectifs, conditions de travail, réduction du temps de travail, non aux sanc-

tions, tels sont les principaux axes revendicatifs. Mais déjà, des camarades posent la question de l'attitude des directions syndicales : «Il ne faudrait pas qu'elles fassent comme en février, il faut une réelle coordination». Question ô combien légitime quand on sait que Pontoise est en grève depuis une semaine et qu'aucun tract ne nous est parvenu — hormis un la veille du mouvement — sur cette lutte. Renforcer la lutte, cela passe par la nécessité d'imposer une telle coordination inter-syndicale, par des moyens efficaces mis en place afin de créer l'unité de lutte entre les CTA.

Correspondant

Tunisie **PEINE DE MORT REQUISE** **CONTRE LES 30 SYNDICALISTES**

Le procureur de la Cour de sûreté de l'État a demandé mercredi la peine de mort contre les 30 dirigeants de l'UGTT, dont Habib Achour, l'ancien secrétaire général. Il a notamment déclaré au cours de sa plaidoirie : «Il ne fait aucun doute que les accusés animés de dessins insurrectionnels, avaient conçu et mis en application un plan prémédité qui visait à semer l'anarchie dans le pays pour discréditer l'État et l'affaiblir, à renverser le gouvernement

par la violence et à prendre le pouvoir.» A l'appui de cette thèse du complot, les preuves sont maigres : communiqués syndicaux, discours, articles de presse, voilà l'essentiel du dossier auquel il faut ajouter des pièces à conviction qui n'ont pas été présentées au procès et qui seraient des boules de fonte, des gourdin et des barres de fer. Mais ça n'est pas tout : à la thèse du complot développée par le procureur vient s'ajouter celle du complot international

que vient confirmer la récente révélation de la découverte d'une cache d'armes dans le sud de la Tunisie, cette nouvelle ayant été soigneusement tenue secrète depuis août pour resurgir à point au cours du procès. Malgré le témoignage de Mohamed Masmoudi, ancien ministre des Affaires étrangères tunisien, limogé en 1974 après l'échec de la fusion tuniso-libyenne, en faveur de Habib Achour auquel il est reproché d'avoir rencontré Khadafi, le procu-

reur a persisté en reprochant au secrétaire général d'avoir été reçu en Libye comme un «haut personnage ayant déjà un pied dans le pouvoir, ce qui prouve les visées de l'accusé sur le pouvoir.»

Ce procès dont le verdict sera connu jeudi a été une parodie de justice de bout en bout ; les avocats dont le nombre a été réduit, ont refusé de cautionner ce simulacre de justice et n'ont pas plaidé. Un procès mené au pas de course qui montre l'affolement du régime de Bourguiba, pressé d'en finir avec les organisateurs d'une grève qui a ébranlé le pouvoir en Tunisie.

F.R.

Liban **LES COMBATS REDOUBLENT** **DE VIOLENCE A BEYROUTH**

Les tirs d'artillerie se sont poursuivis mercredi à Beyrouth où les milices phalangistes prises dans l'étau de la Force arabe de dissuasion tentent d'étendre les combats au quartier musulman en bombardant le secteur ouest de la ville.

Cette menace d'étendre les combats en y impliquant la résistance palestinienne et les progressistes libanais est confirmée par les menaces du commandant Haddad, chef des milices fascistes, qui a révélé son intention de bombarder les villes de Tyr et de Nabatieh où sont concentrées les forces palestino-progressistes. Jusqu'à maintenant, les combats ont été circonscrits au quartier Est de Beyrouth où de violents accrochages ont eu lieu autour des ponts du quartier d'Achrafieh par lesquels les troupes fascistes cherchent à faire une percée. De nombreux incendies ont éclaté hier dans Beyrouth, ravageant les réservoirs de pétrole à la sortie nord de la

ville. Dans le secteur ouest de la ville, les milices palestino-progressistes ne participent pas aux combats, évitant le piège tendu par les fascistes libanais ; seuls quelques barrages contrôlent les véhicules circulant dans cette zone. Les Syriens s'apprentent à lancer une offensive sur Junieh d'où les phalangistes lancent leurs attaques sur Beyrouth. Si cette attaque réussissait, les milices phalangistes coupées de leurs arrières et encerclées dans Beyrouth seraient en très mauvaise posture.

D'autre part, le plan Giscard de créer une «force d'interposition» a reçu mercredi l'appui du gouvernement britannique. Pour leur part, les Américains sont très inquiets sur le sort des milices phalangistes car, si elles sont écrasées par la Syrie, les risques d'une intervention militaire israélienne augmentent, ce qui compromet gravement l'accord de paix séparé conclu par

l'Égypte et Israël à Camp David, dont ils sont les promoteurs. Les démarches diplomatiques américaines, font pression sur l'Arabie saoudite pour qu'elle intervienne auprès de la Syrie, et sur Israël qui peut influencer sur ses alliés phalangistes. Ces démarches vont dans le sens des intérêts immédiats de l'impérialisme américain du Moyen-Orient. Les combats actuels au Liban viennent compromettre l'initiative générale.

En ce qui concerne le plan proposé par Giscard, il a reçu un accueil favorable des fascistes.

Raymond Edde, chef du Bloc national libanais, s'est déclaré «heureux» de la proposition française, en se montrant toutefois sceptique sur le réalisme d'un tel plan. En effet, on voit mal les phalangistes libanais alliés des sionistes s'interposer entre eux et les troupes syriennes.

Frank ROUSSEL

Paris **journée d'amitié** **franco-chinoise**

A l'occasion du 29^e anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des Amitiés franco-chinoises invite à la

JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE
(Samedi 7 octobre 1978, de 14 h 30 à 23 h
Mutualité 24 rue Saint Victor, 75 005 Paris
(Métro Maubert Mutualité)

Au programme :

FILMS : 15 h documentaires
17 h Le roi des singes (dessins animés)

EXPOSITIONS de xylographies, estampages photos.

VENTES de livres, affiches, estampages, timbres, artisanat.

DÉBAT : «Quels changements ?», les campagnes, la culture, les minorités nationales, la politique extérieure, le tourisme (avec films et diapositives).

A 20 h **partis artistique et table ronde** «La Chine de l'été 1978» avec Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez Hélias, Alain Lefebvre, Louis Le Penec.

Conseil des ministres **Tout va très bien et** **ça ira encore mieux** **l'année prochaine...**

La rentrée s'est bien passée. Beullac est satisfait. C'est en tout cas ce qu'il a expliqué au Conseil des ministres de mercredi qui, justement, faisait le point de la rentrée scolaire. Le ministre de l'Éducation nationale reconnaît bien qu'il y a eu quelques problèmes, mais pour lui, comme d'ailleurs pour les recteurs d'académie, il ne s'agit là que de «bavures». Des bavures qui touchent plusieurs centaines d'établissements et des milliers d'élèves et de professeurs.

La satisfaction béate était de mise autour de la table du Conseil des ministres. Monory a présenté les grandes orientations de

la politique monétaire pour l'année prochaine. La croissance de la masse monétaire sera limitée à 11 %, contre 12,5 % cette année. Il s'agit là de lutter contre l'inflation, en prolongeant l'encadrement du crédit. Retenons à ce sujet un pronostic : la hausse des prix envisagée pour 1979 est de 7,9 %. Avec beaucoup de «si», concernant l'équilibre du commerce extérieur, un bon taux de croissance, etc.

Le Conseil des ministres est par ailleurs revenu sur la politique en faveur de la Recherche, notamment sous l'angle de l'aide à apporter aux revues scientifiques de haut niveau.

TURQUIE **VIOLENTE RÉACTION SOVIÉTIQUE** **A LA RÉOUVERTURE DES BASES US**

Le Comité national de sécurité de Turquie, composé du gouvernement et de l'état-major, a décidé le 2 octobre d'autoriser la réouverture des trois stations radars et d'une base navale dont les USA disposent en Turquie. Ces installations avaient été fermées en juillet 1975 à la suite de l'embargo sur les armes à destination de la Turquie, décidé par le Congrès américain lors de l'invasion de Chypre par l'armée turque. La levée de l'embargo par Carter la semaine dernière signifiait, selon Ecevit, le Premier ministre turc, «le point de départ d'une nouvelle ère dans les relations turco-américaines», dont la réouverture des bases est une manifestation. Le gouvernement turc a cependant décidé que des officiers turcs seraient à la tête des bases, limitant ainsi la disposition qu'en ont les Américains. Le sort des vingt-deux autres bases

dont disposaient les Américains n'a pas encore été défini. La réaction soviétique a été brutale : «Il y a des armes nucléaires tactiques et stratégiques dans ces bases. Ce fait à lui seul montre suffisamment qu'elles constituent une menace pour la paix mondiale» disait Radio Moscou dans son commentaire. Ecevit a déclaré qu'il veillerait à ce que l'utilisation de ces bases soit restreinte. Les Soviétiques disposent désormais de puissants moyens de pression dans le pays : un traité d'amitié et de coopération a été signé entre les deux pays. La Turquie est deve-

nue l'un des principaux bénéficiaires de l'aide économique soviétique hors du COMECON. Mercredi, le ministre de l'Économie devait se rendre à Moscou pour y discuter de la réalisation de 44 projets industriels financés par l'URSS. Mardi cependant, Moscou a annulé le voyage du fait que l'interlocuteur soviétique du ministre turc serait malade. Maladie qui paraît le symptôme d'importantes pressions du Kremlin sur la Turquie, d'une aggravation de la tension entre les USA et l'URSS, non seulement en Turquie, mais dans toute la Méditerranée orientale.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942